

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde libertaire



Le procès de Juppé, c'est...

Guignol au prétoire



M 02137 - 1332 - F: 2,00 €



2€

0026-9433

« Le fanatisme, toujours serviteur du faux. Même au service
du vrai, il serait haïssable. »

Jean Rostand

hebdo n° 1332

du 16 au 22 octobre 2003

FOP 2520

Sommaire



À bas les prisons, toutes les **prisons**, par J.-M. Rouillan, page 11

Sans terre mais avec du courage, par Orquidea Negra, page 14

Sylvie Picard est dure à **queer**, page 15

Le **voile** ? Du vent ! par Roselyne Ottimer, page 16

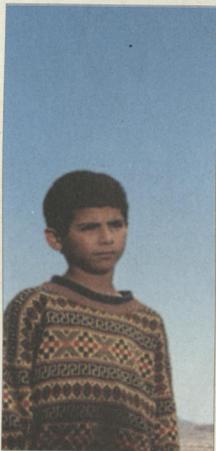
Carl Einstein, un anar très relatif, par Thierry Porré, page 18

L'**Ibérie** a ses Sacco et Vanzetti, par Octavio Alberola, page 19

H. Hurst a rencontré Faouzi Bensaïdi, réalisateur de **Mille mois**, page 20

Agenda et **Radio libertaire**, page 22

Lire en lutte, à Paris et à Rouen, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire du 16 au 22 octobre 2003



« Notre Père qui êtes aux cieux, restez-y » reprennent les anars en chœur avec le compagnon Prévert. Car décidément cette semaine, c'est religion à tous les balcons. Tout d'abord notre Président, de voyage au Maroc, salue ce pays et le cite en exemple pour « quiconque cherche à savoir comment, dans une société moderne, faire vivre en harmonie la religion et l'État ». C'est que les Femmes marocaines viennent enfin de voir leur statut s'améliorer. Nous nous en félicitons. Mais, de là à faire de la dictature marocaine un chantre de la laïcité... notre Président devrait décidément retourner au cours d'éducation civique. Le dalaï-lama, dépositaire de l'ancien régime féodal-clérical tibétain, arrivé à pied par la Chine, est à notre disposition pour délivrer son enseignement philosophique. Oui, philosophique ! Rien de moins ! Quant à Wojtyła Karol, les médias nous servent son jubilé d'argent pour ses vingt-cinq ans de siège. Véritable miraculé d'une attaque de saturnisme aiguë – son jubilé de plomb –, ce gourou, à l'occasion défenseur des droits de l'homme, vient de rater son prix Nobel de la paix. Gageons que sa lucidité n'en sera pas trop affectée entre deux prises de morphine. On pourrait se cantonner à les moquer, si ces déguisés ne s'employaient pas à nous imposer leur obscurantisme et leur mode de vie. Et s'ils n'encourageaient pas leurs sbires, tel le très pétainiste Darcos, qui prend courageusement position contre le port du string chez les jeunes filles (et non sur le port du voile). Tenue correcte exigée ! Ça, ce n'est pas seulement pour le folklore, puisqu'il milite également pour le retour au port de l'uniforme dans les écoles. L'uniforme est surtout destiné à notre esprit.

Le monde du travail n'est pas épargné de leurs attentions toutes réactionnaires. « Oisiveté est mère de tous les vices », c'est bien connu et sur cet argumentaire très solide, les 35 heures seraient la bête à abattre. D'une part, faute d'argent, les salariés frustrés de ne pouvoir consommer des loisirs feraient mieux de rester travailler plus longtemps pour leur patron. Enfin, cette loi sur la réduction du temps de travail a perverti la notion humaniste du travail dans la tête des travailleurs. Ben voyons ! Il y donc urgence de revenir à une véritable semaine de travail. Notre âme est en danger. Gageons qu'une partie de la plus value transpirée par nous continuera d'engraisser légalement ou non (loi de finances des partis politiques ou pas) ces pères-la-morale. Pas vrai m'sieur Juppé ?

Emplois fictifs, procès factice

Un procès cousu de fil bleu-blanc-rouge

Fred

LA MAFIA, la vraie, s'est de tout temps heurtée à un problème technique : comment faire disparaître les corps ? On a récemment découvert qu'en autres solutions elle utilisait des cercueils à double fond. A la surface un mort tout ce qu'il y a de respectable, dissimulé sous lui, le cadavre gênant. C'est, toute proportion gardée, ce que tente de faire l'actuelle majorité en planquant le défunt RPR sous la carapace de la juvénile UMP. Le procès des emplois fictifs serait celui d'un parti qui a cessé d'exister, et il ne servirait à rien de s'attarder sur un passé mort et (mal) enterré. Argument de choc. Quand toutes les figures de style du folklore calabrais sont déclinées dans ce procès, de l'omerta en tant que règle jusqu'aux repentis se sachant grillés et qui, donc, balancent, on voudrait nous faire croire qu'on juge aujourd'hui des pratiques dépassées. Dans l'ombre, le Parrain rigole. Lui que rien ne peut atteindre, il n'en suit pas moins le spectacle d'un regard soucieux. N'est-ce pas son

neveu, le « meilleur d'entre nous », qui se voit convoqué et sommé de témoigner ? Juppé... S'il parle, il est mort.

Juppé, donc, ne parlera pas. Quand bien même sa propre mère viendrait témoigner contre lui, il continuera d'affirmer qu'il n'était au courant de rien, qu'on lui a tout caché, que d'ailleurs il n'était quasiment jamais là. Les repentis, eux, parlent, nous apprennent que même la secrétaire de Juppé était rémunérée par une boîte privée. Réponse de l'intéressé : « On me le reproche parfois, mais les relations personnelles ne sont pas mon fort ». Ma secrétaire, pensez, en trois ans j'ai jamais été foutu de retenir son prénom. Il semble que Juppé soit autorisé à se foutre de la gueule des juges, et ne veuille pas s'en priver.

Selon le plan média décidé par Parrain, il faut que ces juges-là se fâchent. Alors, les juges se fâchent. On a appelé ça « pugnalité ». Sont-ils réellement agacés à l'idée que **suite page 4**

Autocar à Rennes FSL-SLA

L'UNION LOCALE La Commune de la Fédération anarchiste de Rennes organise un départ en autocar pour le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste pour la journée du samedi 15 novembre.

Le programme précis et toutes les informations pratiques sont au local de La Commune au 9, rue Malakoff à Rennes.

Le départ en car se fera depuis Rennes le samedi 15 novembre à 4h45 du matin depuis le parking du centre commercial Alma en ZUP Sud. Le retour sur Rennes serait entre 23 heures et minuit.

Programme de la journée

Arrivée au FSL à 9h30 à Saint-Ouen.

Participation au FSL jusqu'à 12 heures.

Départ en métro de Mairie-de-Saint-Ouen vers Place-des-Fêtes pour la manifestation unitaire libertaire. C'est de place des Fêtes dans le 19^e arrondissement de Paris

que partira le cortège libertaire vers République, où il s'insérera vers 15 heures dans le cortège du Forum social européen, pour manifester vers Nation en passant par Bastille. Arrivée prévue à Nation vers 20 heures.

Le retour sur Rennes se fera après la manifestation.

Prix du trajet aller-retour en autocar : 15 euros pour les chômeurs, précaires, étudiants et lycéens ; 20 euros pour les salariés.

Laissez-nous vos coordonnées et votre message sur fa-rennes@fr.st ou sur notre répondeur au 02 99 67 92 87 pour prendre les pré-réservations pour les billets de car, au plus tard jusqu'au 31 octobre.

Pré-inscriptions par courrier ou pendant les permanences, par chèque au local à La Commune au 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

FSL-SLA

Le site

Pour tout savoir sur le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, du 11 au 16 novembre : <http://fsl-sla.eu.org>
Sur ce site vous trouverez tous les débats, des textes préparatoires, les invités du salon du livre, le fonctionnement de la cantine autogérée, les différents lieux où se dérouleront les expositions, les concerts, les débats ; les librairies à Paris et en province qui organisent des départs groupés pour le FSL, les rendez-vous des manifestations, les émissions de Radio libertaire, etc. Le tout en français, en espagnol, en anglais, en suédois, etc.

FSL-SLA

À vot'bon cœur, M'seurs-Dames !

COMME vous l'avez lu dans les précédents numéros de votre journal, le Forum social libertaire (de 11 au 16 novembre) et le Salon du livre anarchiste (15 et 16 novembre) se tiendront à Saint-Ouen en parallèle du Forum social européen.

Notre démarche militante nous a amenés à privilégier un accès libre et gratuit à tous les débats et à toutes les initiatives proposés.

Le FSE quant à lui bénéficiera à hauteur de plus de cinq millions d'euros de subventions gracieusement octroyées par l'État, la Région et les collectivités locales (Mairies de Saint-Denis, Ivry, etc.).

Conformément à nos principes, nous financerons le FSL-SLA intégralement sur nos fonds propres sans publicité ni subvention.

Cependant, comme vous pouvez l'imaginer, l'effort financier reste considérable, aussi nous en appelons à votre solidarité. Vous pouvez participer à la souscription ouverte pour partager les frais. Envoyer vos chèques à l'ordre de « Publico FSL-SLA », à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Merci de votre soutien !

Emplois fictifs, procès factice

suite de la page 3

ce procès est bouclé avant même d'avoir débuté, ou excellent-ils dans le rôle qui leur fut assigné par le Dir'Comm de l'Élysée? En tout cas, ils bousculent Juppé, le houspillent. Trois tapes sur les fesses, et maintenant retourne à ta place. De quoi nourrir une certaine presse qui se dépêche de titrer sur « Juppé, déstabilisé » : c'est un être fragile qu'on attaque, il est meurtri et autres conneries. L'« être fragile » laisse dire, bien sûr, ça entre dans le cadre du scénario écrit par Parrain. Et la comédie continue, les juges grognent et montrent les crocs, des têtes vont tomber ! et le procès de s'enflammer, surprises, rebondissements, coups de théâtre programmés. Jusqu'au dénouement final qui verra Juppé relaxé ou tout comme, et rentrer chez lui sans passer par la case prison¹. Soulagement du public, et sourire en coin de Parrain. Ce procès cousu de fil bleu blanc rouge, verra la justice de classe de notre pays triompher en renvoyant le maire de Bordeaux à son hobby favori, la chasse aux prostitué-e-s. Dix ans d'instruction, plus de trente mise en examen, seront l'occasion non pas d'une réelle mise en question du fonctionnement des partis, mais d'une manière de catharsis à l'usage de la populace : on est désormais prié de croire en la neutralité des tribunaux de France, la preuve : le chef d'un grand parti politique fut un jour traduit devant la Cour. Quand bien même serait-il condamné comme le délinquant qu'il est à quelques mois de sursis, Juppé n'en souffrira pas trop. Son but, dès l'origine, était d'éviter une peine d'inéligibilité, histoire de pouvoir briguer la

place de Parrain, dans quatre ans. Les juges, quant à eux, penseront avoir sauvé l'honneur d'une profession pourtant depuis longtemps déshonorée. Ils auront mis le maire de Bordeaux « en difficulté », sans toutefois le mettre en prison. Le peuple devra s'en satisfaire, d'ailleurs le peuple est satisfait. La propagande aidant il ne pourra, le peuple, qu'applaudir au spectacle de ces pseudo-condamnations, et se détourner un temps du « tous pourris » qui fit les beaux jours du FN. Qui fit? En réalité le FN est le grand gagnant de ce procès. Juppé et Parrain ont une fois encore commis l'erreur de minimiser l'impact de leurs actes sur la progression du vote nationaliste. Aujourd'hui, Le Pen n'a même plus besoin de dénoncer les « magouilles » de « l'établissement ». Il se contente de le laisser se discréditer lui-même, à travers des pratiques telles ce procès fictif, dont le dénouement ne trompera personne. Parrain peut se frotter les mains et Juppé arborer son habituelle petite moue puante de mépris, il n'empêche que si Le Pen se retrouve demain à la tête de la région PACA, ces deux-là n'y seront pas pour rien. F

1. À cette heure le procureur, qui selon bon nombre d'observateurs a dormi durant tout le procès, vient de se réveiller pour requérir contre Juppé huit mois de sursis et une amende symbolique. Ce qui en droit implique l'inéligibilité. Sauf qu'« en droit » signifie que les juges font finalement comme ils veulent, l'astuce la plus courante consistant à décider de ne pas inscrire la condamnation dans le casier judiciaire. Pas d'inscription, pas d'inéligibilité.

Des foires au livre anarchiste

LA TENUE à Paris du deuxième salon du livre anarchiste n'est pas un événement isolé dans le monde.

À Londres, le 25 octobre, se tiendra l'une des plus importantes foires du livre anarchiste au monde : la « 22nd Anarchist Bookfair ».

Le même jour, au Canada, à Toronto, se tiendra la deuxième édition de la foire aux livres anarchistes et, du 24 au 26 octobre, une activité semblable aura lieu à Edmonton.

La prochaine « Anarchist Bookfair » aux États-Unis est programmée le 25 octobre à la Nouvelle Orléans, avec des stands de maisons d'éditions libertaires.

En Espagne, du 31 octobre au 2 novembre, l'École Populaire Prosperidad de Madrid accueille la Rencontre des livres anarchistes qui comptera des éditeurs et des distributeurs de livres libertaires de toute la péninsule ibérique.

Enfin, en Hollande, à Utrecht, la « 5th Dutch Anarchist Bookfair » se tiendra bientôt avec un hommage appuyé pour les trente ans de la revue anarchiste *De As*.

Costa Rica, séminaire international anarchiste : actualité et pensée de Pierre Kropotkine, pouvoir et anti-pouvoir.

Diverses personnes, associées à l'Organisation anarchiste communiste et au Centre d'études anarchistes Germinial, organisent le 25 octobre à San José, au Costa Rica, un séminaire sur le scientifique et philosophe russe. Les thèmes traités seront par exemple : science et anarchie dans la société de la connaissance ; la conquête du pain dans la société globale et post-moderne ; le communisme anarchiste dans la pensée de Kropotkine ; les prisons et leur influence morale sur les détenus...

Transmis par les Relations internationales de la FA

une double arnaque

Un jour férié en moins

LES JOURS FÉRIÉS sont payés, mais on ne travaille pas. On était payé sans travailler. On travaillera sans être payé. Travailler plus pour gagner moins, le miracle du capitalisme. Le gouvernement ne propose pas seulement que la paie aille à l'État pour les personnes dépendantes, mais en plus que le jour férié soit travaillé. On paiera deux fois : une première fois, la paie du jour férié va à l'État ; une deuxième fois, on travaille un jour de plus gratuitement pour l'entreprise.

On est exploité par l'État et par le capitalisme. Cette mesure va aggraver le chômage.

Pour une estimation globale, même si la réalité locale des entreprises nuance les chiffres : soient 25 millions de personnes travaillant. Un jour de plus, cela fait 25 millions de jours de travail en plus par an. À raison de 220 jours par an, cela correspond à 120 000 emplois en moins sur le marché du travail, que ne compenseront pas les emplois créés pour les personnes dépendantes.

Le rapport des experts, commandités par le ministère, est une manipulation de l'opinion pour dédouaner le gouvernement en accusant les soignants et les organismes de prévention. Ce serait la faute des généralistes qui travaillent 50 à 60 heures par semaine et qui ont osé prendre des vacances, du manque d'anticipation de l'administration, et des 35 heures qui ont réduit le temps médical des hôpitaux (alors que c'étaient les congés annuels, pas les 35 heures). Ceux qui s'occupent des patients ont tort et doivent être taillables et corvéables à merci. Les pouvoirs publics qui n'ont rien fait ont raison. On inverse les rôles. Les études épidémiologiques existent, en particulier aux USA, et le ministre est médecin. Il connaît les effets de la canicule qui durait depuis deux mois.

Dans une falsification du rapport de cause à effet, les questions posées induisent les réponses, on prend la partie pour le tout, on ne parle que de l'urgence ponctuelle pour masquer la question de fond. Or la surmortalité n'est pas due à un manque de coordination des urgences au mois d'août, mais au problème des modalités d'existence (habitat, climatisation ou ventilation et isolement social) et de la prise en charge des personnes âgées pendant les deux mois de grosse chaleur, aggravée par une pollution prévisible et restée sans réponse. La canicule a révélé des carences qui existent depuis des années. Il n'y a pas à désigner un bouc émissaire mais à réfléchir sur la politique de santé instaurée depuis plus de quinze ans.

Dès juillet, les soignants prenaient des mesures contre les effets de la canicule, mais on ne dit rien sur le manque chronique de moyens et d'effectifs pour les structures de soins, pour l'aide à domicile et pour les maisons de retraite. Et que pouvait faire un aide-soignant pour trente personnes âgées ? Pas un mot sur la responsabilité des gouvernements de droite et de gauche dans cet état de fait. La mystification perverse est colportée par les politiques et les médias, dans le silence de la gauche et des grandes centrales syndicales. Et ceux qui soignent les malades se font cracher dessus. Au passage, on culpabilise les gens pour leur faire accepter un jour férié de moins.

La place des personnes âgées dans la société est une globalité : architecture, urbanisme, transports, rythme de vie, tolérance à d'autres modes d'existence, conservation des liens sociaux et entre les générations, aides et soins pour compenser les handicaps, à domicile ou dans des structures de modalités différentes selon le besoin, insérées dans la cité avec préservation d'un espace personnel et d'une histoire (et non des usines-mouroirs). Avec ce que le vieillissement et la mort représentent psychologiquement et culturellement dans la société.

Les mesures doivent être le fait de la société, accessibles à tous, et non un pactole pour enrichir des entreprises privées et les profits qui transforment la vieillesse en marchandise rentable et qui reproduisent l'inégalité sociale.

Définir l'économie pour répondre aux besoins des personnes et non pour le profit, supprimer le travail inutile et nuisible, partager le travail nécessaire et les richesses, donnerait une place à tous. On a les moyens en économie réelle pour que chacun ait une vie décente et digne. L'autogestion est le moyen pour que chacun exprime ses capacités et ses besoins, et pour que nos activités retrouvent un sens, aliéné par l'argent.

Dernière minute : Fromage de Hollande, le petit chef du parti dit socialiste, déclare : « La suppression du jour férié n'est pas de circonstance. » Parce qu'il y a des circonstances pour le faire ? Un jour férié en moins pour financer l'aide aux handicapés, c'était la proposition de Fabius, Ayrault et Lebranchu en juin dernier.

Jean Monjot

FSL-SLA

Covoiturage à Nancy

Un covoiturage est coorganisé par les groupes de Nancy et la liaison Toul de la Fédération anarchiste d'une part, et par la Casbah d'autre part. Vous pouvez réserver ou proposer des places soit par mail (contact@maree-noire.info) soit en allant à la Casbah le mercredi ou samedi après-midi (local CNT, 20 bis, rue Villebois Mareuil à Nancy).

L'antimondialisation ou le socialisme des imbéciles

Si l'ÉCHEC du sommet de Cancún a été considéré comme une victoire par un tas d'imbéciles, la crise ouverte et l'absence de règles dans le commerce mondial ne pourront inévitablement déboucher que sur un retour en force du bilatéralisme ou sur la loi de la jungle dont les États-Unis et l'Union européenne seront les grands bénéficiaires. Ceux qui se réjouissent le font en réalité sur le dos des paysans pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Le coton, un exemple édifiant

Les prix historiquement bas du coton lors de la campagne 2001-2002 – 42 cents la livre en moyenne, « leur plus bas niveau depuis trente ans en monnaie courante, soit en termes réels, au plus bas depuis l'invention de l'égreneuse en 1793 », comme aime à le rappeler Gérard Escur, statisticien de l'International Cotton Advisory Committee (Icac) – ont entraîné une baisse de 11 % de la production mondiale face à une augmentation de 4 % de la consommation pour la campagne 2002-2003. Si les cours sont ensuite remontés de 35 cents la livre en novembre 2001 à 62 cents en septembre dernier, ceux-ci demeurent, pour la cinquième année consécutive, sous la moyenne des trente dernières années, soit 70 cents la livre.

Cette faiblesse des cours de l'« or blanc », désastreuse pour les producteurs africains, est causée par les subventions américaines et européennes.

Le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali – qui font partie des pays les plus pauvres au monde – ont demandé, lors de la réunion de l'OMC à Cancún, l'élimination progressive et définitive des subventions sur le coton.

En 2001-2002, les aides du gouvernement américain à la filière cotonnière représentaient 3,7 milliards de dollars, dont 3 milliards consacrés au soutien direct des revenus et des prix : un montant supérieur au Produit intérieur brut (PIB) du Burkina Faso. Les subventions accordées à la seule US Tyler, une exploitation agricole de 16 000 hectares de l'Arkansas, équivalaient à la totalité des revenus des 25 000 producteurs du Mali, deuxième producteur africain. Le coton est la première culture et le principal produit d'ex-

portation du Mali. Il représente 10 % de son PIB et près de 58 % de ses recettes d'exportation. La faiblesse des cours a fait chuter une production qui est passée de 460 000 tonnes en 2000 à 240 000 tonnes l'année suivante.

Dans le même temps, les subventions s'élevaient à 979 millions de dollars dans l'Union européenne et à 1,2 milliard en Chine (premier producteur et premier consommateur de coton au stade industriel). Selon l'Icac, les subventions mondiales se sont élevées à 5,8 milliards de dollars en 2001-2002. Conséquence, les prix de l'« or blanc » ont chuté de 39 % entre 1997 et 2002.

Une étude de l'ONG britannique Oxfam accuse les États-Unis de verser trois fois plus d'argent à leurs 25 000 producteurs de coton qu'aux 500 millions d'Africains à travers l'aide au développement. Selon Oxfam, ces subventions encouragent la surproduction et les exportations à bas prix, font chuter les cours mondiaux, et provoquent des pertes en vies humaines en Afrique et dans d'autres pays en développement. Rappelons que si la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, un éleveur européen reçoit quotidiennement 2,50 dollars de subventions par vache.

Les pays de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest estiment que leurs pertes de recettes s'élèvent à un milliard de dollars par an. Pour cette zone, c'est la survie économique de 10 millions de personnes qui est menacée. Selon une étude menée par les supports de l'impérialisme américain que sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, l'élimination complète des subventions du coton aux États-Unis entraînerait, à court terme, une hausse des cours mondiaux de 25 à 30 % et des recettes d'exportation en Afrique de l'Ouest et du Centre d'au moins 250 millions de dollars.

Petit calcul amusant, le coût de production américain s'élève à 135 dollars la tonne, l'africain à 90 dollars, et le prix de vente à 70 dollars!

Si les prix continuent de chuter, « le coton risque de disparaître, et c'est la famine qui risque de le remplacer », accuse Célestin Tiendrébéogo, directeur général de la Société de fibres et de textile du Burkina (Sofitex).

Si l'exemple du coton est le cas le plus flagrant, il s'applique, en général, à toutes les matières agricoles : céréales, sucre, etc.

Comme le déclarait Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu, à l'OMC : « Les discours sur le commerce mondial sont pleins de promesses. On nous dit que le libre-échange offre à tous de nouvelles perspectives, et non pas seulement à une poignée de nantis... et permettra d'éliminer la pauvreté et le désespoir... Malheureusement, la réalité du système international actuel ne correspond pas aux discours. Au lieu de marchés libres, les barrières, trop nombreuses, entravent les échanges, étouffent le commerce et causent la famine. Au lieu d'une concurrence loyale, les subventions, accordées par les pays riches, faussent le jeu au détriment des pauvres. »

La position de nos alter/antimondialistes qui consiste à explorer une intervention de l'État trouve son aboutissement dans l'étranglement des paysans pauvres des pays du Sud. L'intervention des États des pays capitalistes développés dans l'agriculture a provoqué l'effondrement des prix des produits agricoles. Vendus à perte grâce aux subventions, ils concurrencent l'agriculture des pays pauvres : l'aide aux betteraviers détruit la culture de la canne et les ventes de céréales subventionnées modifient dramatiquement les habitudes alimentaires, détruisant au passage les productions locales.

Ceux qui souhaitent humaniser les conséquences de l'exploitation capitaliste par des mesures participant au renforcement de l'État – augmentation de l'impôt, multiplication des contrôles – oublient un peu vite les leçons du passé. Le contrôle du commerce extérieur, l'interdiction des licenciements, la nationalisation des entreprises, le service public à tous les étages, n'était-ce pas la réalité subie par les prolétaires des « pays socialistes », comme de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne de « la belle époque »?

Ceux qui comptent sur la bonne volonté de l'État ne sont rien d'autre que les ennemis de l'auto-organisation émancipatrice des travailleurs.

Pascal

groupe Louise-Michel

Quand l'autruche éternue...

Les sondeurs parlent aux sondés
« Les Français aiment leurs entreprises. Les sondages le prouvent ». Pèbereau, patron de BNP-Paribas.

138 % des Français seraient même prêts à renoncer à leur salaire de misère pour sauver l'entreprise, qu'ils aiment (sondage réalisé auprès des salariés des instituts de sondage).

Pulsion, répulsion et accordéon

« Sous la mince croûte du parler juridique romain et de la formation classique, vous n'aurez pas de peine à découvrir une immense pulsion ». Giscard d'Estaing, vieux giscardien.

Non ce n'est pas sa fille que Valéry nous vend ici, mais son ultime bébé, son projet de constitution européenne. Sous la mince croûte d'un parler géronto-auvergnatophile, nous n'aurons pas de peine à découvrir bientôt l'immense et classique pulsion conduisant le grabataire à inscrire son nom dans l'Histoire. Las! Giscard, diront nos enfants, c'est pas une marque d'accordéon?

Du doute, première partie

« La réduction du temps de travail constitue une erreur historique, car elle a introduit dans notre société un doute sur la valeur du travail ». Coppé, porte-parole du Poitou-et-Medef associés.

Quand, dans son immense mansuétude, Napoléon III a ramené la durée du temps de travail à 72 heures par semaine, il a commis une faute que nous continuons de payer. Depuis, le travailleur doute de la valeur d'une existence passée à s'user les reins et les nerfs afin d'augmenter les profits d'une bande de glandeurs. Il a oublié, le travailleur, que le doute est un luxe qu'il ne peut se permettre? On va se charger de le lui rappeler.

Chiottes et croissance

« Combien de points de croissance en plus, si chaque Français sacrifiait une demi-heure de télévision contre une demi-heure de travail? ». Pèbereau, toujours lui.

Et s'il a pas la télé, qu'est-ce qu'un Français doit sacrifier? Les dix minutes qu'il passe aux chiottes?

Du doute, seconde partie

« Bien sûr que je doute. Qui ne douterait pas à ma place? Tout le monde doute, les chefs d'entreprises doutent ». Jean-Pierre Raffarin, premier ministre de la France.

On notera que pour Raffy « tout le monde », c'est le patronat. On ne s'étonnera pas dès lors de voir ce joli monde douter de tout, sauf de lui.

Et c'est qui le kiki?

« D'abord, y faut savoir qui c'est qui gère ». Jacques Barrot, UMP.

Qui gère quoi? Les cours d'alphabétisation à l'usage des députés?

Frédo Ladrisse

sources: France Inter, Libération, le Monde, le Parisien

c'est toute

... la jungle qui s'enrhume

Liberté syndicale chez Interior's!

Appel aux salarié-e-s, aux militant-e-s syndicaux, associatifs ou politiques, aux citoyen-ne-s

EN AVRIL 2003, une dizaine de salarié-e-s havrais d'Interior's décidait de constituer une section syndicale CNT.

Sur les 250 personnes employées au Havre (dont 35 cadres), 26 salarié-e-s adhèrent actuellement à la CNT. Bien qu'étant le seul syndicat sur l'entreprise, la direction nie à la CNT toute existence.

Procès en représentativité auprès du tribunal d'instance du Havre, assignation en référé auprès du tribunal de grande instance du Havre (pour avoir envoyé une lettre d'information par voie postale aux différents magasins Interior's en France!), voilà le lot quotidien des militant-e-s CNT chez Interior's.

À cela s'ajoutent les bas salaires pour la majorité des salarié-e-s, les « anomalies » quant au respect du code du travail, les risques de répression antisyn-dicale qui sont par ailleurs malheureusement, le sort de plus en plus d'entreprises.

Au-delà des appartenances syndicales, associatives ou politiques, nous appelons toutes les personnes soucieuses de liberté d'expression à manifester leur soutien avec les syndiqué-e-s d'Interior's, à reproduire et à signer cet appel.

Je, soussigné-e :

Profession :

**Condamne, au nom de la liberté d'expression syndicale,
l'attitude de la direction d'Interior's.**

Lieu, date et signature

À envoyer à Interiors, 68, boulevard Jules-Durand, BP 5056 - 76071 Le Havre Cedex. Fax: 02 35 26 39 05 - Courriel: contact@interiors.fr

Merci d'envoyer un double aux syndiqué-e-s d'Interior's, c/o CNT, BP 411 76057 Le Havre Cedex

Confédération nationale du travail

Syndicat général inter-corporatif CNT de Seine-Maritime
BP 411 76057 Le Havre Cedex - Numéro Azur: 0810000367 - cnt-f.org

Trans discriminés, trans assassinés

ENVIRON 300 PERSONNES étaient présentes à la marche ExisTrans, le samedi 4 octobre à Paris. Organisée par les associations de soutien (ASB, PASTT, SOS homophobie, etc.), la marche avait pour objectif de dénoncer la transphobie. Discriminations exercées par le corps médical et les psychologues, s'auto-proclamant « spécialistes des trans ». Mais également pour mettre en avant les licenciements abusifs, le harcèlement sur le lieu de travail et autres difficultés pour les transgenres, à trouver ou retrouver un emploi. Et enfin, pour pointer du doigt la réalité: les démarches administratives, les déplacements, les paiements par chèques, véritables sources de conflits quotidiens pouvant tourner au cauchemar, faute d'adéquation entre l'apparence physique et le sexe de naissance, inscrits sur les papiers d'identité des transgenres (quand elles ou ils en possèdent!). La commission antipatriarcale de la Fédération anarchiste, réunie à Paris le week-end dernier, a rejoint les militant-e-s d'Act-Up, afin de soutenir leurs revendications.

Retour sur une grève de la faim massive à Lille

Le 18 juin dernier, alors que le mouvement social contre la réforme des retraites commençait à montrer les premiers signes d'essoufflement, le comité des sans-papiers de Lille (CSP59) rendait public un mouvement massif entamé clandestinement un mois plus tôt: 113 personnes se présentaient aux urgences du CHR de Lille pour faire constater leur grève de la faim et y être hospitalisées. Une grève collective de plus d'une centaine de personnes: cela doit constituer un record. Une grève dure, périlleuse à plus d'un titre, qui prit fin 57 jours plus tard.

Bertrand Dekoninck

Si

SI CETTE GRÈVE avait commencé clandestinement, comme la précédente deux ans plus tôt, c'est parce que cela faisait belle lurette qu'il n'était plus possible aux sans-papiers lillois d'entamer une occupation collective dans un lieu public sans se voir immédiatement expulsés, sur requête de la préfecture ou des propriétaires des lieux occupés (syndicaux, associatifs, religieux ou municipaux).

Si elle fut aussi massive, c'est parce que les refus de papiers tombaient à la pelle depuis l'arrivée en décembre dernier d'un nouveau préfet de choc, Jean-Pierre Richer. Cet ancien directeur de cabinet du ministre C. Bonnet rédigea en 1974 la première loi de fermeture des frontières en France.

Dès que cette grève fut rendue publique, les autorités réagirent avec la plus extrême fermeté tout en revendiquant la plus grande humanité, pour tenter de la briser dans l'œuf. En obtenant des hôpitaux qu'aucun gréviste ne soit hospitalisé d'abord. En expulsant durant deux jours le CSP des espaces verts où il tenta de monter ses tentes ensuite. En recourant enfin aux forces de police pour expulser des hôpitaux les grévistes hospitalisés malgré tout quelques jours plus tard¹. Une fermeté « humaine » dont ne se départira plus un préfet Richer droit dans ses bottes, mais qui l'amènera pourtant à faire ce qu'il voulait à tout prix éviter: régulariser collectivement.

C'est ainsi que, tirant parti de l'indignation créée par leur périple forcé dans les rues de Lille et faisant la jonction avec les enseignants en lutte, les grévistes et le CSP59 parvinrent à installer leurs tentes sur les pelouses de la Bourse du travail², avec l'accord de la CGT et de la CFDT ainsi qu'un silence gêné de FO³.

C'est ainsi également que ce recours aux pressions policières et médicales sur des personnes dans la plus extrême faiblesse acheva d'isoler un préfet qui apparut de plus en plus

rigide. Nous étions nombreux à craindre que ce préfet en ligne directe avec Nicolas Sarkozy ne prit le risque d'un accident sanitaire grave afin de casser définitivement le comité lillois en le criminalisant.

Mais par-delà une mobilisation de plus en plus importante autour des grévistes (les manifestations rassemblèrent jusqu'à 1 500 personnes), nous pouvons supposer que l'échec du référendum de Sarkozy en Corse l'amena à soigner son image en renonçant in fine à cette stratégie mortelle. Le préfet aux ordres dut recourir aux habituels pompiers pour éteindre l'incendie qu'il avait déclenché: associations, évêque et, pour la première fois – on y reviendra plus loin –, recteur de la mosquée de Lille-Sud (le même qui a ouvert le premier lycée musulman de France). Et, finalement, négocier avec le CSP59 et lâcher une régularisation de 30 personnes immédiatement. Pour près de 160 autres, le préfet s'engagea devant ces « garants moraux » que constituaient les personnalités associatives, culturelles et religieuses, à « réexaminer avec la plus grande humanité »⁴ leur dossier, selon un calendrier précis et en apportant des garanties suffisantes pour que les grévistes arrêtaient collectivement leur mouvement, notamment en leur fournissant des autorisations provisoires de séjour les mettant à l'abri d'une expulsion.

Jospin n'est plus au pouvoir: la gauche se « mobilise »

Cela faisait longtemps qu'on ne l'avait vue, la gauche. Au moins depuis que les sans-papiers lillois continuent d'agir malgré la gauche plurielle au pouvoir – à Matignon et à Lille – pour la régularisation de tous les sans-papiers. Elle a fait son retour cette gauche non socialiste, multipliant les communiqués de soutien aux grévistes, toute échevelée d'indignation

Bertrand Dekoninck est militant du groupe de Lille de la Fédération anarchiste (GroMeLiFA).

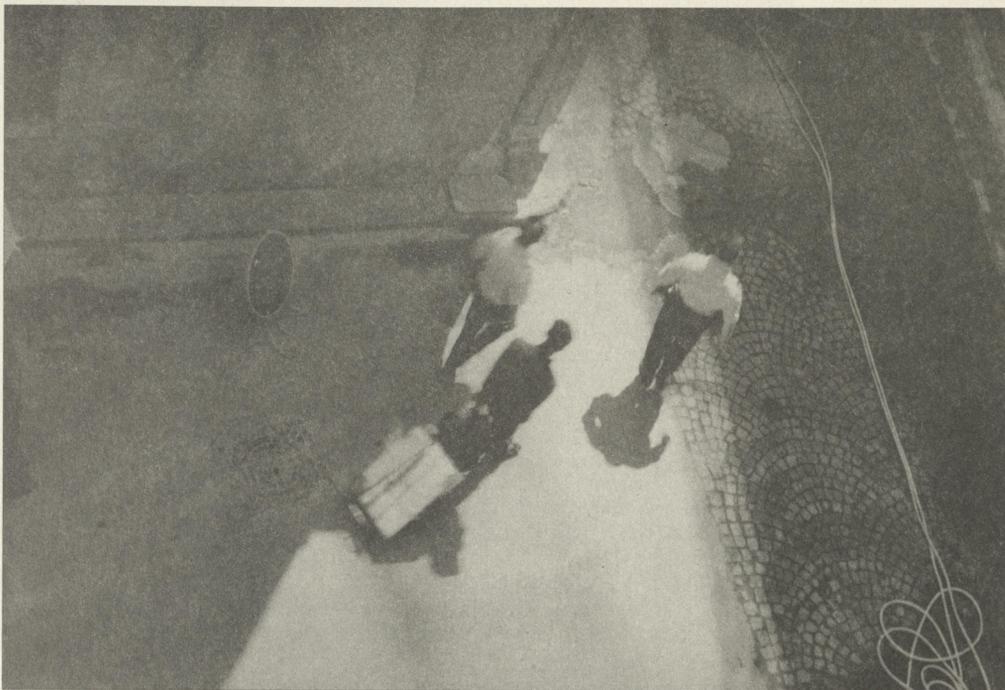


Photo: S. Garcia

humaniste face au traitement réservé par un préfet – de droite donc inhumain – aux grévistes de la faim. Hélas, ce soutien n'ira pas beaucoup plus loin que cette indignation émue, évitant avec soin d'aborder une question politique dont elle sait qu'elle n'a pas les réponses.

Il faut dire que cette forme de lutte, la grève de la faim, s'y prête à merveille, même si les libertaires lillois comptaient parmi les personnes les plus présentes aux côtés des sans-papiers (ainsi que SUD ou le SDEN-CGT dont le soutien fut essentiel). Épuisé-e-s par le soutien logistique à apporter à la grève d'une centaine de personnes alitées, obsédé-e-s par l'état de santé des grévistes qui mettent leur vie en danger, soutiens et militant-e-s disposent de peu de temps et d'énergie pour expliquer le fond politique réel de l'affaire: le fait qu'un État refuse à des individus les droits politiques et sociaux minimaux, le droit même de vivre sur un territoire, et crée ainsi la main-d'œuvre corvéable à merci dont a besoin le capitalisme. Alors que plus d'une centaine de personnes mettent en jeu leur propre peau, il est de plus difficile de dénoncer publiquement des associations et organisations, alors qu'elles viennent apporter leur soutien aux grévistes, et parfois même sincèrement.

Et pourtant, il s'agit des mêmes qui se sont couchés devant le pouvoir socialiste en 97 (LDH, PC, Verts, CGT, etc.). Elles qui ont accepté la non-abrogation de la loi Pasqua-Joxe-Debré et sa mise à neuf version

Chevènement. Elles qui avaient refusé de revendiquer la régularisation globale avant Jospin. Elles qui persistent à ne réclamer que la régularisation « de ceux qui en ont fait la demande », quand Jospin refusa d'en régulariser plus de 80 000 et en repoussa 60 000 dans la clandestinité... Elles qui se sont terrées lors du vote de la Loi sur la sécurité quotidienne à la fin de l'ère Jospin. Elles qui acceptent en définitive le diktat de l'État quant au droit qu'ont les personnes de vivre et de s'installer où elles le veulent... Toutes ces organisations portent leur lourde part de responsabilité dans l'existence de la génération actuelle de sans-papiers, une génération créée par la loi Chevènement (mais déjà les enfants de Sarkozy se pressent dans les préfetures...).

Victoire d'une grève, limite d'une forme de lutte

Malgré tout, cette grève fut donc victorieuse à plus d'un titre. Victorieuse car le CSP59 a fait la preuve qu'un mouvement collectif massif de sans-papiers sans intermédiaire est toujours possible et qu'il peut aboutir à des résultats concrets. À tel point qu'au lendemain même de l'annonce, plusieurs dizaines de sans-papiers incarcérés au centre de rétention de Vincennes entamèrent une grève de la faim.

Victorieuse car parmi les grévistes déjà régularisés se trouvaient des demandeur-se-s d'asile, en particulier d'asile territorial. L'obstacle que représente cette voie de garage avant

expulsion (les demandes d'asile territoriaux sont quasiment toutes refusées par le ministère de l'Intérieur) a donc été surmonté.

Victorieuse également car le dossier du local du CSP59 s'est enfin débloqué. Cette vieille pomme de discorde entre Martine Aubry et le CSP59 (la mairie avait expulsé ce dernier de son local en novembre 1999) a miraculeusement trouvé une solution au cours de la grève et les sans-papiers lillois disposent à nouveau d'un local décent pour mener leur lutte.

Mais victorieuse surtout si les autorités tiennent leur engagement pour encore 160 personnes. Mais on commence à redouter un double jeu préfectoral: la totalité des APS n'a toujours pas été remise fin septembre, alors qu'on n'a pas vu l'ombre d'un « réexamen avec la plus grande humanité » depuis fin juillet.

Cette victoire, elle est surtout due à la convergence avec le mouvement social. Syndicalistes et enseignants en grève qui ouvrent la Bourse du travail d'abord. Intermittents en lutte et paysans réclamant la libération de José Bové qui font cause commune avec les sans-papiers ensuite. Des liens et des réseaux ont été créés au cours de cette lutte. À nous de les faire perdurer.

Ceci dit, cette victoire a d'importantes limites. À commencer par la forme même de la lutte. La grève de la faim est une forme ultime de protestation, qui témoigne de l'absence totale de droit et de poids politique

et social des personnes qui y ont recours. Personne à Lille ne souhaite un drame à la Bobby Sands, au CSP59 comme parmi les militant-e-s qui le soutiennent. Malgré cette volonté de préserver la vie et la santé des grévistes, malgré leur nombre même, un drame a été évité de justesse. Parmi les grévistes, certains commençaient à souffrir de paralysie des membres inférieurs et de perte de mémoire, et il leur a fallu quinze jours d'hospitalisation pour récupérer. Ceux-ci sont allés à l'extrême limite de leur force. Et un accident cardiaque mortel aurait pu survenir à tout moment.

Deuxième limite, et elle est de taille, en lâchant un « réexamen avec la plus grande humanité » de deux cents personnes tout en hypothéquant les régularisations dans l'année à venir, l'administration cherche à reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre, alors que les dossiers en attente se comptent par milliers. Combien de grévistes de la faim faut-il pour débloquent une situation de plus en plus intenable ?

Troisième épée de Damoclès sur la tête des sans-papiers : le « soutien » des religieux, l'évêque de Lille et le recteur de la mosquée de Lille-Sud. C'est jouer avec le feu que de donner une légitimité à des gens qui jouent essentiellement pour leur chapelle, au moment même où montent les obscurantismes religieux. Rappelons, par exemple, que l'évêché de Lille avait benoîtement proposé un local pour les sans-papiers afin de résoudre le différend avec la mairie. Mais que ce local était depuis longtemps frappé d'une interdiction municipale d'exploitation car non conforme aux règles de sécurité. L'évêché espérait-il obtenir sa mise en conformité aux frais de la mairie et au mépris de la laïcité ?

Pour la gauche, Sarkozy n'est pas Debré ?

Quatrième limite : cette grève a eu lieu au moment même du vote d'une nouvelle loi Sarkozy contre les immigrés. Une loi qui rétablit les certificats d'hébergement de la loi Debré contre laquelle des centaines de milliers de personnes avaient pétitionné et manifesté en 1996. Une loi qui durcit considérablement les conditions d'obtention d'un titre de séjour et allonge la durée de rétention à un mois. Cette loi est passée comme une lettre à la poste, et la grève de Lille n'a pu servir de catalyseur à une mobilisation d'ampleur contre cette loi raciste. Cette loi passe aujourd'hui devant le Sénat en deuxième lecture. Et, mis à part un appel de quelques syndicalistes⁵ contre un de ses aspects les plus effarants (la condamnation à l'expulsion pour les sans-papiers travailleurs clandestins, alors qu'ils sont les principales victimes de l'esclavage moderne), le silence est de nouveau de mise.

Les contradictions de la gauche poubelle que nous évoquions plus haut ne sont sans doute pas pour rien dans l'absence d'une telle mobilisation. Ces organisations ont tiré les leçons du mouvement de 1996 contre la loi

Debré. Celui-ci les avaient poussé à soutenir des collectifs de sans-papiers. Et elles savent ne pas pouvoir satisfaire leurs revendications une fois au pouvoir. Autant se mettre une nouvelle fois en porte-à-faux et se limiter à un soutien strictement humanitaire en cas d'urgence. C'est ici le même mécanisme qui a empêché les syndicats majoritaires de s'opposer sur le fond à la contre-réforme de Raffarin sur les retraites en juin et à se contenter d'organiser le spectacle de journées d'action privées du poids de la grève générale reconductible.

Pour les sans-papiers, la leçon doit également être claire : une régularisation globale est impossible dans les conditions actuelles ; la liberté de circulation et d'installation des personnes est un concept refusé en bloc par l'État et le capital. Et aucune des forces politiques qui se proposent d'utiliser l'un ou de réformer l'autre n'a la volonté de faire respecter ces droits inaliénables de l'individu et d'en finir avec l'économie souterraine que ses violations nourrissent.

Les grèves de la faim sont certes une arme qui permet des victoires partielles. Mais il est illusoire de penser qu'elles déboucheront sur un changement profond de la question et permettront à toutes et à tous de vivre mieux. Pas de débouché politique non plus (au sens électoral du terme) pour la lutte des sans-papiers. Sept ans d'histoire et douze grèves de la faim à Lille sont là pour en témoigner.

La jonction avec les autres luttes est donc plus que jamais cruciale pour les sans-papiers comme pour tout le monde. Soit ils et elles joignent leur force à un grand mouvement – à construire en toute autonomie – pour renverser un système social fondé sur la discrimination et l'inégalité. Soit ils et elles se condamnent à l'éternel supplice de Sisyphe poussant son rocher avant qu'il ne retombe au bas de la pente. Indéfiniment. **B. D.**



1. En mal d'humanité, la préfecture proposa aux grévistes l'hospitalisation « de ceux qui le souhaitent » et fut prise au dépourvu quand toutes et tous acceptèrent la proposition.

2. Pour mémoire, rappelons que le CSP59 était persona non grata à la Bourse du travail de Lille sous Jospin, depuis qu'une occupation forcée de la Bourse par le CSP lors d'une grève de la faim avait poussé syndicats et mairie à accepter une occupation policière de ces locaux pendant plus d'une semaine afin d'en finir avec cette grève.

3. FO ne sortit aucun communiqué sur la grève de la faim. FO ne se distingue pas à Lille par sa franche adhésion à la régularisation des sans-papiers. Et si l'on pouvait croiser quelques personnes sensibilisées à la question, d'autres tenaient des propos réellement fascisants à l'égard des sans-papiers.

4. La préfecture a exigé hypocritement que les termes de cet accord restent confidentiels. Nous nous bornons donc à reprendre la formule qu'elle utilise dans ses communiqués de presse.

5. <http://listes.rezo.net/archives/zpajol/2003-10/msg00018.html>

il n'y a plus de prisonniers politiques

Le texte circule depuis quelques semaines, principalement dans les milieux militants. Poignant témoignage de la vie en prison, il est aussi une analyse subtile de la grande machine à broyer l'individu. L'existence même de l'institution carcérale est le symptôme d'une société encore sauvage. Son abolition sera, sans doute, l'une des étapes majeures de l'émancipation humaine.

je

Jean-Marc Rouillon

JE SUIS D'UN AUTRE PAYS que le vôtre... enfin, pas tout à fait ou presque... ce presque rien qui change tout. À peine si l'on se souvient d'où l'on vient, de ses propres souvenirs, de ses espérances... Finalement, il nous reste si peu de choses du dehors. Depuis des années, avec quelques-uns d'entre vous, nous partageons ce coin de ciel provençal... 180° d'azur...

Et si l'on regarde bien en se hissant sur la pointe des pieds, on distingue la cime des arbres... et une enseigne Citroën. De vos maisons, on ne devine pas une tuile... rien. Maintenant, on ne croit savoir de vous que ce que pourrait traduire un extraterrestre s'il captait vos ondes hertziennes. C'est-à-dire pas grand-chose. Ou le seul brouhaha de la propagande, de la légitimation commune et publicitaire. Du bruit en boucle que l'on perçoit derrière le mur quelquefois...

De loin, vous paraîsez répéter sans cesse les mêmes maximes, les mêmes sentences avec des tics comme des messages matraqués... Entre vous et nous, la ligne de partage est une arête de ciment à huit mètres du sol. Avant d'y arriver, il nous faut franchir, sous la menace du mirador et de l'œil borgne de son fusil, le no man's land balayé par les capteurs infrarouges et les caméras. Ici, pas de passeport, le visa « les pieds devant » est la norme. Voici quelques semaines, un voleur sarde ayant osé grimper a été abattu d'une balle dans le dos... et une seconde dans la nuque, pour être vraiment sûr qu'il crèverait de cette crise aiguë de saturnisme... Eh oui! Bien que l'on soit si proche de Tarascon, ici les Tartarins ne tirent plus sur les casquettes...

Je sors de cellule et glisse ma carte magnétique dans l'appareil près de la grille. Prochainement, ils me feront apposer la main sur l'appareil « de reconnaissance biométrique ». Ils sont déjà scellés près de la porte. Clignotant vert... Quelque part ma photo apparaît sur un écran de contrôle... Nom, prénom, numéro d'érou, position... bâtiment A, premier étage gauche, cellule 114... Inoccupé... RCP (réclusion criminelle à perpétuité)... DPS (détenu à particulièrement surveiller)... Code 7... Un chiffre neutre pour signaler, à l'intention des personnels qui ne m'auraient pas reconnu, que je ne suis pas un « ordinaire ».

La pénitencier pouvait signaler notre catégorie d'un « T » majuscule pour terroriste, un vocable dans l'air du temps, du tout et du n'importe quoi ambiant. Mais c'est une administration qui vit mal et lentement. Pour elle, la dernière guerre est si proche. Elle se mêle des revirements soudains... Alors, comme il ne faut surtout pas employer le terme de prisonnier politique – idéologiquement intolérable dans nos sociétés post-modernes –, cette appellation codée marque l'étrangeté banalisée... Dépouillée de ses significations véritables... Aussi lessivée que des formules biochimiques comme: « rupture de stock », « licenciement administratif », « sécurisation des quartiers »... Et un chiffre de plus ou de moins, celui-là ou un autre... qu'importe.

D'ailleurs, en France, il n'y a plus de prisonniers politiques, et cela depuis le décret de loi de François Mitterrand quelques mois après le début de son règne! Cela ressemble au passage au communisme par décret du

Kremlin... Le prince décrète qu'il n'y aura plus de conflit, plus de lutte des classes à partir de minuit GMT. La situation est standardisée.

Ce qui n'entre pas dans le « politique » sans surprise du droite/gauche ou du gestionnaire/protestataire... est définitivement condamnable et condamné. Une condamnation bien sûr « unanime » parce que cette unanimité fait foi du message normalisé. Dans tous les pays occidentaux, la règle est identique. Et les journalistes, les commentateurs, les intellectuels psalmodient la catéchèse : « Il n'y a plus de prisonniers politiques ! »

Ou alors, s'ils existent, c'est toujours loin d'ici, en Algérie, en Chine, à Cuba... Le prisonnier politique serait devenu en quelque sorte une espèce tropicale. Ou une pandémie en voie d'extinction comme la lèpre ou la peste, clairement réservée à des régimes récalcitrants dans notre post-modernité sanitaire. Et, désormais, il n'y aurait plus de rupture politique entre certains individus critiqués et le système, mais de simples anomalies criminelles. La vraie politique serait définitivement concentrée et centralisée dans les décisions monopolisées, et régie par les codes stricts de l'acceptable et de l'inacceptable. Mais en se présentant sans alternative politique, sans contestation véritable, les rapports de pouvoir et la règle du jeu ne dessinent que des relations apolitiques, ou faussement politiques. Ils disent très arbitrairement ce qui est politique... et ce qui ne l'est plus... C'est peut-être cela « la fin de l'histoire », cette façon de concevoir le régime démocratisé des métropoles comme l'aboutissement de la norme... l'aboutissement des rapports de force.

La caméra me scrute des pieds à la tête... Rien dans les mains, rien dans les poches... La grille électrique se déclenche... En quelques secondes, le maton a jugé si je correspondais à ce que j'étais censé être et s'il était normal ou plutôt acceptable que je passe. Dans le monde carcéral, qu'est-ce qui est normal? Enfin, de notre point de vue et non de celui du dehors qui se penche sur le carcéral, avec sa mentalité extérieure et formatée, en phase avec la traduction des messages codés de l'ordre. Ici, la norme circule dans nos veines comme le poison de la mort lente.

La norme, c'est... Peut-être le rythme sinistre de l'élimination? Un goutte-à-goutte? En 2002, ici, à Arles, six ou sept détenus sont passés de l'état de survie à celui de DCD. C'est énorme pour une centrale à effectif limité. Mais la norme veut aussi qu'on oublie vite. Combien étaient-ils vraiment... Leurs visages... Sont-ils morts de mort naturelle... ordinaire? Deux balles... une maladie parfaitement curable dans votre monde..., l'autodestruction... Hier matin, un docteur répliqua à un malade atteint du sida et inquiet à juste titre : « Mais, monsieur Bougha, on peut très bien mourir dignement en prison... » N'est pas Papon qui veut... Dès lors, la norme devient l'auto-reconnaissance : nous ne sommes pas grand-chose... réduits à une poignée de malfaiteurs et de terroristes...

Une loterie de numéros... Une liste de condamnés à passer à la guillotine sèche... Mais, parfois, votre norme par-delà le mur nous amuse. Tel le raisonnement de cette JAP (juge d'application des peines) introduisant ses refus d'un « aux vues de vos mauvaises fréquentations ». Qui voudrait-elle donc que l'on fréquente dans une centrale de haute sécurité? Mon voisin d'en face est un narcotrafiquant qui travaillait pour les barons colombiens. Mon voisin de gauche est un jeune braqueur cumulant les peines incompressibles. Mon voisin de droite, le plus proche, est un uniforme derrière une vitre blindée toujours prêt à assassiner d'une balle dans le dos quiconque dépasserait la ligne blanche près du grillage.

Alors, madame la juge, quelle peut bien être la norme relationnelle avec mes voisins? « Bonjour, bonsoir », pareil à la livide banalité du quotidien des cités-dortoir?

Et les fous sont-ils fréquentables dans la norme carcérale? L'humanisation des asiles psychiatriques du dehors veut que l'on hospitalise de moins en moins de malades. Et le bon citoyen s'est vite empressé de fermer les yeux sur les implications de cette hypocrisie. À notre époque, et sans que cela émeuve grand monde, le système élimine ses fous dans les maisons centrales. Certes, la phrase est choc, mais c'est la réalité. Je sais bien que dehors vous n'aimez pas qu'on vous rappelle ce que vous ne voulez pas voir, ou ne plus voir... parce que vous avez changé et que changer le monde vous est sorti de la tête. Votre petit bonheur de survivre est à ce prix.

Pourtant, au cours de ma détention, j'ai vu assez d'automutilations individuelles et collectives qui faisaient passer les films gore dont vous vous régaliez certains soirs pour des histoires de la comtesse de Ségur. Il faut être dans la forêt pour connaître le cri de l'arbre abattu, et prisonnier pour entendre celui de l'implosion de la raison comme une façon d'échapper au châtimement, à la vie.

Au début du mois de mars, un détenu atteint de troubles psychiatriques – un « fatigué », selon nos codes – a détruit sa cellule en

pleine nuit. Rien de bien méchant. Au matin, et au lieu de laisser un voisin, un infirmier, lui parler... ils envoyèrent une escouade de tuniques bleues. Prenant peur, il s'est défendu et, dans la confusion, un brigadier a été blessé. Trois points de suture! Qu'importe la réalité de sa santé mentale, la loi est la loi. Et, le lendemain, le tribunal des flagrants délits de Tarascon le condamna à six mois ferme. En comptant les retraits de grâce, sa peine s'allongera de deux ou trois ans. Et ainsi, suivant cette logique, s'ils en réchappent, les malades entrés pour quelques années en feront autant en plus.

Comme dit un responsable avec fatalisme : « La prison n'est pas la solution, mais les psychiatres n'en veulent plus dans les asiles. »

Et les suicidés... Le suicide est-il une norme carcérale? Avant de venir par ici, je ne savais pas qu'il existait autant de manières différentes de se pendre. L'usage commun veut qu'on se passe la corde au cou et qu'on saute du tabouret. Eh bien non, on peut se pendre assis, à genoux sous un placard, roulé en boule comme une bête...

D'ailleurs, il y a une curiosité morbide des autres prisonniers pour le *modus operandi*. « Ah, c'est ingénieux! » Comme si dans la voix, on devinait : « Je te le disais qu'il avait de la classe. » Parfois, on est déçu « Ah, la féminale... bien sûr, tu ne souffres pas... » On sent déjà poindre le reproche. Certains à nos mémoires n'existent plus que par leur façon de mourir... Enfin, tu te souviens bien du cordonnier de la Santé... oui, rappelle-toi, celui qui s'était égorgé, empoisonné et pendu.

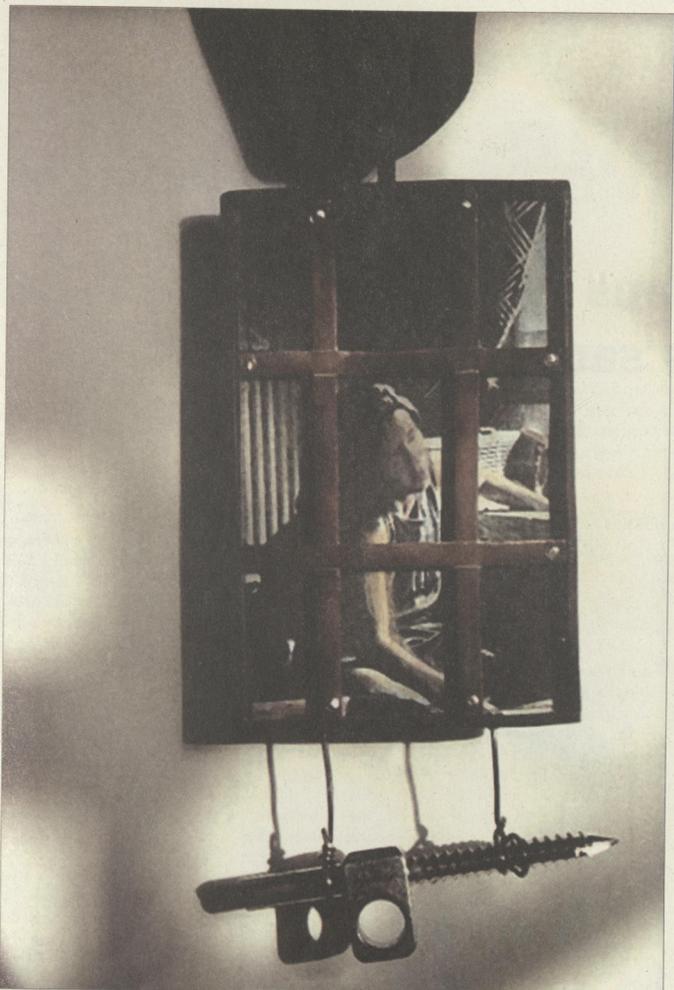
On serait même tenté de sortir nos cartons comme un jury de gymnastique ou de patinage artistique. « Oui, monsieur, des champions comme ça, on n'en fait plus... »

Nous aussi, nous avons nos codes, tout aussi rigoureux, sinon plus. Par exemple, on ne salue jamais un pointeur. Pour nous, il n'existe pas. Ce n'est qu'une ombre baissant les yeux. À peine si on laisse la porte ouverte quand il nous suit. Et qu'il ne s'avise pas de sortir du rôle expiatoire de membre de la sous-caste carcérale. Ils vivent entre eux dans l'apartheid accepté. Pour la balance... quand quelqu'un – l'un d'entre nous – dit : « J'ai la preuve de son infamie, aux Baumettes, il a... » On le chasse immédiatement vers l'étagé des réprouvés. S'il a fait plus grave, on le punit, enfin s'il est malingre, c'est plus facile. S'il est trop costaud et s'il a des amis, ou si un doute persiste, on lui serre la main, mais... à peine, du bout des doigts. Non, nous ne sommes pas des anges... Chacun à sa place. C'est un peu pareil chez vous, non? C'est moins visible... moins lisible.

Avec le temps, vous l'avez intériorisé comme une récitation ancienne. Mais la norme de la prison est toujours à fleur de peau. Prête à vous la crever au fil de la lame, si les autres pensent que vous avez dépassé les bornes. Une loi invisible hante les cursives, et traîne sa punition. Le face-à-face est matérialisé, filmé, scruté par un œil anonyme... celui de la



Jean-Marc Rouillan lors de son procès en 1989



caméra, de la lunette du fusil, de la traîtrise du congénère, du moralisme du groupe – les autres membres de sa caste carcérale...

La population pénale est sempiternellement traversée par la contradiction des *Misérables*, entre le sublime des Gavroche et le cœur horrible des Thénardier... Les plus bas instincts de l'appropriation privée, du culte du fric, de la misère morale de nos sociétés côtoient les expressions d'une culture de résistance, d'un certain sens du partage, des rêves d'un autre sort coûte que coûte...

De l'autre côté de l'uniforme, du sommet de l'échelle aux derniers échelons, à part quelques maniaques, on ne rencontre que des gens étant là par la force des choses, parce qu'il faut bien « vivre », parce qu'ils n'ont pu trouver mieux. Et ils sont condamnés à ce travail forcé, un peu comme nous en quelque sorte.

Tout cela ne peut rien donner de bon. Sans compter que la gestion pénitentiaire s'appuie sur les instincts les plus vils des prisonniers,

l'hypocrisie, la tromperie, la soumission, la trahison...

Et tout cela n'a qu'un but, gagner un jour, un mois, une année... Perdurer. Tenir. Jusqu'à quand? Jusqu'à ce que la société dépasse l'horreur des prisons, comme elle dépassa la guillotine, le bagne, les galères, la question ordinaire...?

À moins que « la fin de l'histoire » et la post-modernité nous condamnent à vie à accepter la lèpre des murs gris... La crise? Qu'on se rassure, les budgets sécuritaires ne seront pas touchés par les coupes sombres... Mais, là encore, c'est une tendance lourde des nouvelles normes de gouvernement. Comme aux States, les hausses des financements sécuritaires sont proportionnelles à la chute des subventions sociales et éducatives.

Les entreprises licencient? Qu'importe! Devant le désarroi des laissés-pour-compte de Metaleurop Nord, le sinistre des Prisons, le sieur Bédier sort un QHS de son chapeau.

Vous pourrez retrouver du boulot... une super prison sécuritaire sera construite près de chez vous...

Chers ouvriers, soyez comblés, vous voilà conviés au Kho Lanta carcéral. Vous aussi, vous pourrez assassiner impunément, lorgner des trous du cul, tabasser de malheureux fous, mater quelques atouchements furtifs derrière l'œil de la caméra du parloir, et enfin arrondir vos mensualités en trafiquant alcool et drogues diverses...

Et bientôt vous porterez la cagoule pour les sales besognes! D'exploités, vous aurez l'illusion de passer du côté du bâton en vous métamorphosant en suppléants de l'ordre... de cette dissuasion pesant sur l'échine de vos anciens semblables, de leurs enfants refusant la non-vie des cités, de ceux qui osent se révolter.

Combien il aura fallu de renoncements culturels et politiques, d'individualisation, de lavage de cerveau néo-libéral pour qu'il n'y ait pas un mot – un seul – de protestation! Remarquez, de la même manière, la « fin de l'histoire » a condamné à la prostitution une génération entière de femmes des pays de l'Est sans que cela n'émeuve les donneurs de leçons démocratiques.

Et moi, matricule 830c, suis-je enfin de retour à la norme ou sur le point de l'être en ce début de XXI^e siècle? Pour mes congénères, je suis un politique, un « attentat » qui « écrit des livres » et, les années passant, un « chibani », un ancien perpette... Ma place a été garantie à vie – si j'ose dire – par les tribunaux spéciaux, et mon rôle codifié par cette nouvelle existence. Difficile d'en sortir, au propre comme au figuré... Mais pour vous aussi dehors, puis-je changer de rôle? Bientôt vingt ans, et on n'entre en contact avec moi que pour évoquer le côté sombre de l'inacceptable, le souvenir de la violence qu'on disait révolutionnaire. Bien sûr, je pourrais sauter de ce cercle infernal et revenir à l'acceptable. Mais à la condition expresse de proclamer sur la place publique que ce que j'ai fait et ce que j'ai pensé depuis 1981... voire 1968, est seulement d'une qualité inacceptable. En attendant, pour la majorité d'entre vous, je demeure un « has been », irrémédiablement « autiste », quant aux quelques autres anciennement politisés, s'ils préfèrent utiliser les termes « communiste révolutionnaire » ou « anti-impérialiste », c'est pour mieux condamner notre dérive passée.

Dans mon existence, j'ai fait un choix: combattre sans calcul personnel pour ce que je crois juste. Et, tout naturellement, lutter pour changer la vie engagea toute ma vie sans mégoter, sans marchander, sans demander grâce... Je me souviens de ce que Sébastien Faure a écrit dans la *Liberté*:

« Je plains celui qui peut regarder ces édifices – les prisons – en se disant: "Je serai jamais enfermé dans ces murs!" Celui-là ne peut avoir ni dignité, ni passion, ni courage, ni conviction. Il est le plat valet des oppresseurs, prêt à se faire oppresseur lui-même... »

J.-M. R.

Argentine

Pas de terre sans hommes, pas d'hommes sans terre

BUENOS AIRES, SEPTEMBRE 2003. Je reviens vers le sud, et me retrouve avec l'horizon et la plaine. Je me demande où sont passés les protagonistes des « cacerolazos », de ce bref et émouvant laps de temps vécu à Buenos Aires et dans les espaces urbains à partir du 19 et 20 décembre 2001. Assemblées populaires, usines récupérées, mouvements de travailleurs au chômage, d'aborigènes, de paysans sans terre, toutes ces nouvelles formes de se confronter au pouvoir, ce pouvoir qui privilégie l'usage de la force, la rapidité du résultat, le succès, ce pouvoir qui nous a privatisés, nous a isolés, qui nous a réduits en esclavage. Mes « veciñeros »¹ paraissent être soumis à nouveau dans un grand nuage de « tranquillisants », distribués par le pouvoir politique, mais non pas cette fois avec l'illusion d'accéder au Premier Monde, mais avec de jolis petits et « vaillants » discours, et mettant en pratique des mesures surgies de la pensée critique des exclus.

Les luttes internes entre les chefs politiques continuent. Sans doute l'Argentine est-elle un grand commerce... basé sur la misère de millions d'êtres humains, sur la destruction des écosystèmes, la déprédation des ressources naturelles, de l'eau. Mais le feu reste allumé sous la braise. Un de ces petits feux, c'est le Mocase (Mouvement paysan de Santiago del Estero).

Dans le Grand Chaco américain – une des régions d'Argentine avec la plus grande biodiversité –, le Mocase continue sa lutte entamée en 1989, comme réponse aux expulsions et à la forte persécution de leur communauté. Le Mocase a été rejoint par des milliers de familles, soit environ 80 000 personnes. Dans leur immense majorité, ce sont des métis, des descendants des travailleurs esclaves qui furent abandonnés à leur sort, il y a presque un siècle, quand La Forestal (entreprise britannique) a décidé d'arrêter la déforestation de la zone, parce que le tанин (substance d'origine végétale rendant les peaux imputrescibles) ne se vendait plus.

La base du Mocase, ce sont les communautés. Il est formé de 10 à 12 centrales, et chaque centrale compte 4 à 500 familles. Une fois par mois, ils réunissent leurs représentants, et les décisions se prennent en commun. Comme dans toute société humaine, il y a des avancées, des reculs et des contradictions, mais ils décident ensemble des sujets qui les préoccupent : santé, éducation, violence sur la femme, l'émigration des jeunes vers les centres urbains. Pour chaque sujet, ils cherchent et tentent une solution pensée et acceptée par tous.

Quand ils se rendirent compte qu'individuellement ils produisaient peu, ils décidèrent de travailler sous forme coopérative. Ils ont récupéré et appliqué les connaissances et les pratiques de leurs ancêtres, ce qui leur permet d'améliorer leur qualité de vie, comme avec la médecine naturelle et l'usage d'herbes médicinales, des systèmes de culture. Ils ont des jardins communautaires qui produisent au moins la moitié de leur propre consommation, principalement du maïs, des pastèques, des Calebasses, des volailles. Depuis un an, ils vivent leur rêve devenir réalité : on entend sur les ondes leur propre radio communautaire qui émet dans leur langue, le quechua, bien qu'ils passent aussi des programmes en espagnol. Ces jours-ci, la répression et la persécution de la part du pouvoir politique – qui envoie la police – et des propriétaires terriens, les latifundistas – qui emploient des gardes civils armés – contre les paysans sont arrivées à leurs expressions maximales. Sans doute, le Mocase, qui réclame l'autonomie du territoire de leurs ancêtres et le droit de vivre comme eux-mêmes le décident, en solidarité avec les autres communautés, va déplaître à beaucoup plus de gens qu'il n'y paraît.

Orquidea Negra

1. Veciñero : moitié vecino (voisin), moitié compañero (compagnon), mot créé au cours de la crise par les Argentins pour requalifier les gens de leur quartier, une façon de se sentir plus proche, plus concerné par l'autre puisque tous ont les mêmes difficultés.



Queer theory

la politique fantasmatique

VOUS AVEZ PEUT-ÊTRE entendu parler de la queer theory, un mouvement en vogue aux États-Unis chez certains universitaires (et malheureusement, relayé par quelques libertaires). À première vue, on pourrait croire qu'il s'agit de défendre les droits des minorités sexuelles, de combattre le sexisme et l'intolérance, le tout assorti de prétentions révolutionnaires. À deuxième vue, c'est n'importe quoi. Peut-être une blague au second degré? Mais alors, une blague qui dure: Monique Wittig élabore sur le sujet depuis plus de vingt ans! En 1980, au Barnard College, elle assène sans rire: « Ce n'est pas seulement que je ne suis pas une femme, c'est que je n'ai pas de vagin ».

Morceaux choisis d'une interview de Beatriz Preciado, auteure du *Manifeste transsexuel*, parus dans la *Vache folle* en août 2000: « Pour être simple [la performativité], c'est la force politique de la parole. [...] Si le genre est tellement important et a tellement de pouvoir politique, c'est parce qu'il modifie l'approche de notre corps et des autres corps. »

Après quinze lignes d'affirmations du même tonneau, aussi péremptoires que peu ou mal étayées, on croit discerner qu'elle voudrait combattre le sexisme... en niant la différence sexuelle! Pas seulement les comportements: l'existence même des zizis et des zézettes!

Pour « reconceptualiser » la queer version américaine, à son avis « devenue trop détachée du travail politique » (lequel? Mystère!), elle propose aussi quelques solutions bien concrètes: « Ce sont des pratiques qui appellent à changer le regard que l'on a de son propre corps. L'une de ces pratiques consiste à dessiner un gode et à branler un bras. C'est parti du constat que la médecine actuelle tente de fabriquer un pénis prosthétique à partir de l'avant-bras d'une personne. Symboliquement, chaque individu aurait donc au moins deux pénis, et le garçon trois. »

Heureusement que la médecine ne fabrique pas les pénis avec la peau de la figure. Elle en aurait déduit que chaque individu a une tête de bite.

« Quand certaines personnes parlent du gode, elles peuvent employer des expressions comme "c'est mon gode qui jouit". Si l'on pense que le godemiché est simplement une prothèse artificielle de pénis (définition du dico), qu'est-ce qui se passe quand il est attaché à un corps féminin? On commence alors à se poser des questions paradoxales: le gode est-il un attribut féminin ou masculin? Peut-

on considérer que le gode fait partie du corps pendant le temps de la baise? »

Ben non. Pas plus qu'une bouteille en plastique ne fait partie du corps pendant qu'on la tient à la main (même si on la secoue très fort). On ne peut pas se baser sur des « impressions » pour construire une analyse sérieuse de la réalité. Quand les curés avaient l'impression que la terre était plate, eh bien, elle était ronde quand même!

« Par exemple, un godemiché siliconé de fabrication japonaise, avec des perles à l'intérieur et dont l'extrémité supérieure représente un visage féminin modèle Mireille Mathieu si l'on se réfère à la coupe de cheveux, possède un petit lapin, accroché à sa base, qui permet des attouchements de nature digitale. »

Ne riez pas, SVP: OK, l'hilarité, c'est comme la bandaison, ça ne se commande pas... Mais enfin, cette dame a bien le droit de s'enfiler Mireille Mathieu dans le fondement si tel est son bon plaisir (on s'en fout, c'est pas nos oignons). Et même d'enculer les mouches: elle doit n'avoir que ça à foutre, n'ayant pas l'air trop épuisée par le travail en usine, la lutte syndicale ou les grèves de la faim en vue d'obtenir des papiers. Décidément, il y a des gens qui ne vivent pas sur la même planète...

De deux choses l'une: ou elle souhaite seulement exhiber ses exploits intimes; ou elle pense (et c'est apparemment le cas) qu'ils doivent présenter un intérêt universel. Et c'est là que rien ne va plus. Le croirez-vous? Elle n'hésite pas à se baser sur le cas (rarisissime) des hermaphrodites pour décréter que les genres sexuels sont une pure vue de l'esprit: « Aujourd'hui, les critères d'assignation de la masculinité ou de la féminité, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne sont pas génétiques ou hormonaux, ils sont esthétiques ou politiques. » Ne lui déplaise, quand elle précise: « Quand un garçon naît, la désignation de son nom fille ou garçon est déjà une énonciation de ce que va être sa réalité de fille ou de garçon », les critères de désignation à la naissance (et même avant si on fait une amniocentèse) ne sont jamais esthétiques ou politiques. Pour tout individu âgé de plus de deux ans et pas trop cinglé ou miraud, la différence saute aux yeux!

Ce qui est gênant dans cette histoire, ce n'est pas du tout l'extravagance des fantasmes, mais ce mépris affiché de la cohérence. Le nonsense, le « dérèglement systématique de tous les sens » et l'écriture automatique, c'est idéal pour la fiction, les jeux sexuels, la poésie. Mais totalement hors de propos en analyse politique.



D. Scott Gregory, *Queer*

Pour prendre un exemple, ce serait idiot de reprocher à *Nosferatu*, film fantastique, de mettre en scène un vampire, car « les vampires, ça n'existe pas ». Au lit, tous les délirés sont permis: se déguiser en Dracula et jouer à « Suce-moi, vampire », c'est une idée comme une autre. En revanche, pour pondre un essai politique affirmant que le monde est gouverné par des vampires (pas symboliques, mais vrais de vrais, avec de grandes dents rétractables et qui se transforment en chauve-souris), il faut avoir fumé un kilomètre carré de moquette!

Les sex-toys, outils révolutionnaires? En avril 2003, un article de *Cosmopolitan* vante l'usage des boules de geisha, sondes à piquemasseurs, godes à manivelle, à harnais, et même du « gode lumineux pour s'éclairer l'intérieur du sexe » (et pourquoi pas?). Les ouvrages de queer theory ne sont pas censurés; on leur fait de la publicité dans des brûlots comme *Marie-Claire* ou les *Inrockuptibles*. On vend des vibromasseurs dans le catalogue de la Redoute (alors que, faut-il le rappeler, un vrai sexe de chair et de nerfs avec un mec autour ne coûte – en principe – pas un sou).

Le plus étonnant, c'est que des libertaires aient pu s'enticher de ce qui n'est en aucun cas une théorie politique. En ces temps de confusion généralisée, n'est-il pourtant pas essentiel pour les anarchistes de tenter de constituer un pôle de lucidité, de rationalité et d'exigence intellectuelle?

Sylvie Picard
groupe libertaire d'Irvy



Sous le voile... la régression

Roselyne Ottimer

POURQUOI les femmes sont-elles voilées? Au départ de cette réflexion, une émission de télé sur les femmes voilées. Une femme pose cette question à une autre femme:

« Pourquoi les femmes sont-elles voilées? »

— Parce qu'elles sont objets de désir. »

Je me dis alors: « Et les hommes, ne sont-ils pas objets de désir pour les femmes? »

Pourquoi alors ne se voileraient-ils pas?

Cette question du désir des femmes devient centrale d'un coup.

On voit bien que la société, la culture modèlent une place et des comportements qui vont être reproduits si la femme et l'homme ne prennent pas conscience de cette modélisation.

Les hommes désireraient, les femmes seraient désirées; sous-entendu, elles n'auraient pas (la société, les hommes ne leur reconnaissant pas) de désir.

Les femmes seraient objets de désir et, à ce titre, devraient se soumettre à la logique du désir des hommes: le susciter ou pas, se montrer, se cacher, se cantonner dans certains espaces, territoires; agir, penser, parler... en s'adaptant au désir mâle. Les femmes n'auraient pas de désir, elles seraient objets de désir; objets et non sujets.

Cet être-là, en dessous

Croiser une femme voilée, c'est faire face à un être humain dépossédé de son libre arbitre, c'est ressentir la dimension de mésestime, de rejet, de violence imposée à travers cette obligation de se cacher, de se dissimuler pour cet être-là, en dessous. Réduire la visibilité implique la volonté de réduire l'être: mais jusqu'où?

Funèbre mise en scène qui rejette dans l'ombre, et jette l'opprobre, le mépris sur cet être humain qui appartient au vivant, à la vie. La non-visibilité rejoint le non-dit comme une négation primaire, butée, assassine de l'évidence de la vie.

C'est comme si l'homme disait, à travers le fait d'imposer le voile à la femme:

« Je ne veux pas te voir. Tu n'as pas le droit d'être là au même titre que nous, les hommes. »

Elle, de par son corps voilé, peut dire:

« Ils ne veulent pas que je me montre, que je sois là, que je sois. »

L'espace public serait réservé aux hommes, les femmes n'y apparaissant qu'en tant qu'ombres. Il n'y aurait place que pour le même dans l'espace social, dans l'espace de la cité.

L'espace intime, seul, pourra voir la femme sans voile, mais sous le regard et la volonté d'un seul homme propriétaire: femme réduite à l'état de chose, être sa chose, sous l'arbitraire de sa loi à lui. C'est la femme-corps, porteur, support du désir avec lequel l'homme va jouer.

« Tu n'existes pas, ou seulement si je le veux, moi l'homme: ton père, ton frère, ton mari et toute la communauté des hommes derrière moi. »

Pour la femme voilée, remettre en question le voile, c'est remettre en question l'ordre patriarcal, c'est reconnaître d'abord son statut de victime, d'opprimée. Dans une société entièrement organisée autour de la négation de la réalité des femmes, comment construire une identité valorisante?

Ce n'est pas la femme qui décide, choisit de se voiler (à moins de reproduire elle-même l'aliénation imposée: le voile sera alors mis en avant comme signe de valeur inversée, d'identité revendiquée, allant à l'encontre de la prise de conscience de son statut réel d'opprimée, de victime). C'est l'homme qui décide pour elle, en tant qu'elle est objet de son désir à lui, qu'il s'en réclame en tant que propriétaire (de cet objet-femme). Elle, en tant que sujet, n'existe pas. Elle est niée purement et simplement.

Nous ne sommes pas ici dans le dialogue, nous sommes dans des comportements et des actes autoritaires (qui renvoient au régime de la force), dans la contrainte.

L'homme est seul dans sa relation à la femme: il décide à sa place, elle n'est que l'objet avec lequel il joue, malgré qui il jouit: objet de désir, objet de plaisir, un être réduit à son corps.

Il est également hors humanité dans cette solitude autoritaire, toute-puissante puisque l'autre (la femme) n'a pas la parole, n'est pas reconnue comme sujet au même titre que lui.

La laïcité ou la régression

La laïcité, selon le Larousse: « Système qui exclut les Églises de l'exercice du pouvoir politique ou administratif, et en particulier de l'organisation de l'enseignement », renvoie la question religieuse à la sphère individuelle et implique que ce qui régit la vie des citoyens au sein de l'État, est basé sur le système du droit.

Dépouillée du religieux (qui renvoie au registre de l'imaginaire), la loi « laïque » s'inscrit dans le registre du réel même, si c'est

celui d'une société hiérarchisée, à dominance masculine.

Si le territoire du religieux n'est pas discutable (c'est le droit « divin »), celui du droit l'est plus facilement: il institue du tiers (droit de regard de la loi, de la communauté) là où la loi religieuse s'impose (et s'interprète) comme vérité sacrée.

Les femmes, dans le contexte de la laïcité, ont trouvé un espace de liberté plus grand (autonomie par rapport aux hommes, limitation des naissances, etc.) qui reste toujours à défendre, à faire évoluer.

Accepter le voile dans le contexte de l'enseignement, c'est délibérément fouler aux pieds tous les acquis de la laïcité, c'est laisser les pouvoirs religieux et leur obscurantisme voiler et réprimer à nouveau les consciences, c'est entrer en régression intellectuelle, sociale et humaine!

D'un voile à l'autre

Ce qui est évident, visible dans certaines cultures, est beaucoup plus subtil, indirect dans d'autres... mais toujours présent sur le fond.

Si l'islam est mis à l'index par rapport à la question du voile, on trouve une variante de l'obligation pour la femme de se cacher dans la communauté des juifs orthodoxes: peruke obligatoire ainsi qu'obligation de se couvrir les bras et les jambes quand elle sort.

En Occident, plus généralement, et en dehors du cadre religieux, la tendance serait plutôt à l'inverse: montrer le maximum du corps féminin où se vautrent les diktats-décideurs des médias, alias la jungle du capitalisme libéral: le corps se vend et fait bien vendre, merci!

Entre l'obligation de se cacher: « Honte sur toi si tu oses te montrer » et l'obligation de se montrer: « Excite-moi, montre-toi », on est, dans les deux cas, dans une mise en scène machiste où la femme n'a aucune part, là encore, en tant que sujet (sauf, à nouveau, à reproduire d'elle-même les conduites aliénantes que l'homme lui « suggère »).

Objet excitant de chair à fantasmes masculins ou métaphore de la censure masculine face à l'immaitrisable de ses désirs: dans les deux cas, le corps de la femme est considéré comme la scène (lieu de spectacle et de consommation) des projections et frustrations masculines.

Les hommes qui acceptent de jouer ce rôle social machiste, dans leur rapport aux femmes, ne se respectent pas plus qu'ils ne respectent les femmes. Car accepter de considérer l'autre (humain et femme) comme simple support à fantasmes ne peut que renvoyer, en miroir, à une condition humaine de déchéance.

On peut argumenter, à l'opposé, que pour certaines femmes, le rapport à l'homme se construit sensiblement de la même façon, que l'homme est ainsi vu comme un « baigneur » potentiellement utilisable selon ses performances viriles.

C'est comme un schéma, là aussi, en miroir que la femme s'approprie, un mimétisme façon retour vengeur de l'oppression vécue depuis des siècles, en aucun cas la marque d'un désir autonome, c'est-à-dire considérant l'autre non plus comme objet mais comme sujet.

Question: désirer quelqu'un quand ce n'est pas désirer, posséder en terme d'appropriation (en prédateur dominant, en propriétaire) ou de consommation, qu'est-ce que c'est?

La négation et la division

Ce serait donc le sexe qui déterminerait la possibilité d'accorder ou non, à l'individu, le statut de sujet, et non pas sa réalité humaine (indépendamment de son sexe).

Question: comment dire cette négation d'un sexe par l'autre quand c'est dans la structure même (culture, langage) que cette domination se loge, s'enracine?

La condition de salarié renvoie-t-elle au statut de sujet pour ceux qui la vivent? Et qu'en est-il des populations dites du tiers monde?

Et là, ce n'est plus l'homme, en tant qu'il est homme, qui serait seul responsable de la négation de la femme en tant que sujet, mais dans le sens où il est un outil « privilégié », un relais (position qu'il va ou non revendiquer, tout comme la femme voile son voile, dans une logique aliénée) d'une idéologie, d'une organisation sociale, économique et politique qui se construit, que ce soit de manière fondamentaliste ou plus ou moins démocratique, sur la négation et la division des individus.

R. D.



Carl Einstein & l'anarchisme

CARL EINSTEIN – né en 1885 à Neuwied (Allemagne) et mort en 1940, par suicide, à Boeil-Bezing (France) – fut, écrit Liliane Meffre en introduction de son ouvrage, « de la race des découvreurs, des pionniers, des chercheurs d'absolu en art, en littérature, en politique ». Elle ajoute: il fut aussi un de ces « "enfants perdus" d'une époque déchirée entre les extrêmes de la création et de la destruction ».

Homme curieux et non conformiste, critique d'art et figure des avant-gardes allemande et française de l'entre-deux-guerres, écrivain et subversif, Carl Einstein, perpétuellement en mouvement, s'essaya jeune au roman – *Bebuquin* ou *les dilettantes du miracle* –, s'amusa à défier, en art, l'entendement de ses contemporains, popularisa ceux d'Afrique (*Negerplastik*, 1915), fréquenta Picasso et Braque, les dadaïstes et les surréalistes, fonda la revue *Documents* – avec Bataille et Leiris –, tâta du cinéma avec Renoir, voyagea beaucoup, s'éprit de même et souvent, travailla d'arche-pied à un *Art du XX^e siècle*. Tout occupé à ne rien figer de la vie, à fuir la renommée – celle qui fait de vous, comme il l'écrivit, « une star sans concurrence et [qui] s'emmerde » –, à refuser les compromissions, Carl Einstein sut aussi saisir comme assez peu de ses contemporains la dimension esthétique des révolutions. Proche des spartakistes dans l'Allemagne de la défaite de 1918 et combattant pendant la guerre d'Espagne, il pratiqua pour de bon, c'est-à-dire au sens propre, le devoir d'engagement. Cette vie passionnante est pleinement restituée par la biographie que consacre Liliane Meffre à ce Carl Einstein aux « itinéraires » multiples, même si, le livre lu, le mystère qui l'entoure n'est jamais complètement levé. Il en va ainsi, par exemple, de son rapport à l'anarchisme.

Sur ce point, l'étude de Liliane Meffre n'apporte pas d'éléments particulièrement nouveaux. De Carl Einstein, on connaissait sa participation à la colonne Durruti et l'éloge funèbre qu'il fit à la mort de celui-ci. Ce texte, rédigé pour Radio Barcelone, fut publié dans le *Deutscher Informationsdienst der CNT-FAI* par Helmut Rüdiger. Il prouvait de la part de Carl Einstein, et au-delà des circonstances particulières où il fut écrit, une adhésion à la thématique anarcho-syndicaliste. Qu'on en juge: « Durruti n'était pas un général, il était notre camarade. Cela n'est pas décoratif, mais dans cette colonne prolétarienne, on n'exploite pas

la révolution, on ne fait pas de publicité. On ne pense qu'à une chose: la victoire de la révolution. Cette colonne anarcho-syndicaliste est née au sein de la révolution. C'est elle qui est leur mère. Guerre et révolution ne font qu'un pour nous. D'autres auront beau jeu d'en parler en termes choisis ou d'en discuter dans l'abstrait. La colonne Durruti ne connaît que l'action, et nous sommes ses élèves. Nous sommes concrets tout simplement et nous croyons que l'action produit des idées plus claires qu'un programme progressif qui s'évapore dans la violence du faire. »¹ À lire ces lignes, on a du mal à admettre la thèse d'une rencontre fortuite entre Carl Einstein et l'anarchisme.



En Allemagne, pourtant, on ne lui connut, semble-t-il, aucun contact avec le mouvement libertaire. Vivant à Berlin, sa route ne croisa jamais celle de Rocker ou même de Mühsam, haute figure de la bohème anarchiste.² Ses pas ne le conduisirent pas davantage dans les locaux de l'Union libre des travailleurs d'Allemagne (FAUD), et sa presse ne reçut aucune collaboration de sa part. Il n'eut, d'ailleurs, pas davantage de relations avec les communistes de conseil de l'Union générale ouvrière d'Allemagne (AAUD).

Pour tenter de saisir l'indéniable dimension anarchiste de Carl Einstein, Liliane Meffre la rattache à la méfiance que lui inspirait le PC et l'Union soviétique. Elle rapporte une vague contact établi avec Helmut Rüdiger, de la FAUD – qui lui aurait déclaré qu'« il s'était

trompé d'immeuble »³ – et une aléatoire rencontre avec Durruti, lors de son séjour en Belgique. Rien d'autre avant le grand saut espagnol, où Carl Einstein, cette fois, semble adhérer aux thèses anarchistes, sans pourtant participer, ni de près ni de loin, au groupe allemand de la DAS (Deutsche Anarko-syndikalisten), qui avait pour organe *Die soziale revolution*.

L'explication de ce mystère pourrait alors tout entière tenir dans la revendication – assez répandue chez l'artiste – d'un anarchisme essentiellement individualiste porteur d'une irréductible révolte esthétique, mais elle ne colle pas: Carl Einstein, comme on l'a vu, ne refusa pas, du spartakisme à l'Espagne, les projets collectifs. Reste alors à envisager une autre hypothèse: dans le va-et-vient permanent que fut cette vie aventureuse où, d'engouements en expériences, il alla plus loin et plus vite que ses contemporains, Carl Einstein passa sûrement à côté de l'anarchisme pour être rattrapé par lui quand, le temps d'une révolution, l'art fit corps avec elle, en s'inventant un communisme tel que, sans doute, il en avait rêvé.

Il a fallu des années à la germaniste Liliane Meffre pour rassembler les éléments de ces « itinéraires ». Son but est atteint: elle a tiré Carl Einstein du long oubli où il était plongé. À d'autres désormais de poursuivre la recherche. Il n'est pas dit que, sur le sujet qui nous intéresse, il ne reste pas des pistes à explorer.

Thierry Porré

À contretemps, n° 13, septembre 2003

1. L'éloge posthume de Carl Einstein à Durruti est consultable sur le site www.increvablesanarchistes.org

2. D'Erich Mühsam, on peut lire *Ascona; Bohème; Culture, civilisation et mouvement des femmes; Littérature inédite; Harro, le hardi poète*, traduction et notes de Elke Albrecht et Suzanne Faisan, présentation de Roland Lewin, La Digitale, Quimperlé, 2002, 97 p. Nous profitons de l'occasion pour annoncer la prochaine édition chez le même valeureux éditeur du *Max Nettlau*, de Rudolf Rocker.

3. C'était à Barcelone, où Einstein, croyant être aux Brigades internationales, était en fait dans l'immeuble de la CNT-FAI.

www.acontretemps.plusloin.org

Liliane Meffre, *Carl Einstein, 1885-1940. Itinéraires d'une pensée moderne*. Presses universitaires de Paris Sorbonne, 344 p., 2003.

Granado et Delgado

Deux pour l'exemple

APRÈS LA MORT de Franco non seulement la transition vers la « démocratie » se fit dans le cadre de la légalité définie par les Lois fondamentales du régime franquiste, mais cette « légalité » n'a jamais été mise en cause constitutionnellement par l'Espagne « démocratique ».

En conséquence, il a été impossible pendant de nombreuses années de réclamer justice pour les victimes des crimes du franquisme. Il fallut attendre jusqu'au 20 novembre 2002 pour que le Congrès des députés vote à l'unanimité une Résolution « historique » condamnant « le soulèvement militaire de 1936 » et réaffirmant le devoir de « reconnaissance morale à tous les hommes et toutes les femmes qui ont été victimes de la guerre civile, ainsi que de tous ceux qui souffrirent plus tard la répression de la dictature franquiste ». Mais, une année a passé et l'on n'a pas encore pu obtenir la révision ou l'annulation d'aucune des sentences prononcées par la « Justice » franquiste.

La mémoire « retrouvée »

Après plus de vingt-cinq ans de « transition » et de « démocratie », on ne peut pas parler vraiment de « mémoire retrouvée » et de réhabilitation morale des victimes de la répression franquiste tant que les sentences des tribunaux franquistes ne seront pas annulées. C'est ce que les familles de Granado et de Delgado demandent et attendent encore. Et c'est pour cela que le « Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado » anime une campagne pour obliger le Tribunal constitutionnel espagnol à se prononcer dans ce sens.

Il est vrai que l'on a obtenu quelques succès institutionnels, comme celui du 20 novembre dernier, et que les maisons d'édition ont commencé à récupérer l'histoire et les témoignages directs des années noires; mais cette récupération éditoriale est encore limitée et partielle, pour des raisons de susceptibilité

Le Garrot pour deux innocents, l'affaire Granado-Delgado, Carlos Fonseca, éditions CNT-RP, disponible à Publico.



politique. Et même si ce processus avance, et permet d'espérer qu'on retrouvera la mémoire historique, il faut se rendre à l'évidence: les groupes d'intérêts politiques disposés à l'enterrer sont énormes et puissants, et peu nombreux et faibles les groupes de militants disposés à le poursuivre. Mais, malgré cela, nous pensons qu'il faut continuer à condamner les crimes du franquisme. Particulièrement celui commis contre nos camarades Francisco Granado et Joaquín Delgado; car, comme Sacco et Vanzetti, non seulement ils furent exécutés parce qu'ils étaient anarchistes, mais surtout parce que le franquisme voulait terroriser le peuple espagnol afin d'assurer la continuité de la dictature et l'avenir de la société de privilèges qui avait été la vraie raison du coup d'État militaire de 1936.

La campagne en France

Nous pensons donc que nous devons aider à développer en France la campagne que le Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado mène en Espagne depuis plusieurs années. Non seulement par devoir de solidarité envers les familles Granado et Delgado, qui continuent à réclamer justice, mais aussi parce que la récupération de la mémoire historique de ce que fut l'opposition libertaire au régime franquiste permettra de mieux comprendre pourquoi nous sommes là où nous sommes aujourd'hui, en tant que mouvement dans la société d'exploitation et de domination.

Nous croyons important de faire connaître ce que fut la tentative de révolution libertaire en Espagne, mais nous croyons aussi important de faire connaître les efforts des Jeunesses libertaires pour abattre la dictature franquiste dans les années soixante et participer ainsi à la renaissance du mouvement libertaire espagnol et international.

Octavio Alberola

Mille mois

Rencontre avec Faouzi Bensaïdi

Heike Hurst

Entretien réalisé à Cannes en mai 2003.



RÉALISATEUR d'un court métrage primé vingt-trois fois (*la Falaise*, 1998), auteur exigeant et talentueux de plusieurs courts métrages sélectionnés et primés, Faouzi Bensaïdi est un créateur d'images et de formes au sens plein du terme: scénariste de ses films, coscénariste de *Loin de Tchiné*, acteur pour d'autres (*le Cheval de vent* de Daoud Aoulad Syad) et réalisateur. *Mille mois* est son premier long métrage. *Mille mois* raconte l'histoire de Mehdi (Fouad Labied), installé avec sa mère chez son grand-père dans un village. Mehdi nous raconte par ses déambulations ce qu'il voit: l'instituteur amoureux d'une fille qu'il ne pourra pas épouser, les garçons de son école qui le traitent cruellement. Mehdi est aimable, obéissant, il fait le messenger, il croit son père parti à l'étranger. Il ignore que son absence a d'autres raisons et qu'il purge une peine de prison pour délit d'opinion. Sa mère Amina (Nezha Rahil l'incarne formidablement) est très courageuse, mais elle est prise dans ses contradictions et enfermée dans son milieu. Elle n'arrive pas à vaincre seule le carcan que la fatalité et la religion font peser sur leur famille, alors que la région est ouverte sur la mer et sur la montagne. Le grand-père est l'unique personne « libre » du film (Mohammed Madj lui prête ses traits et donne sa gravité enjouée au film). Le grand-père paie durement les opinions de son fils, car on lui interdit de cultiver sa parcelle de terre, devenue propriété de l'État. Il prendra les bonnes décisions au bon moment. Il ne se laissera pas écraser par les injustices. Les personnages de Faouzi Bensaïdi ne parlent pas beaucoup. Leurs gestes, leur dignité sont d'autant plus éloquentes. Un film fort qui raconte simplement, mais avec une grande précision, un Maroc loin des plages à touristes et des splendeurs des palais. Ce film calme se mue lentement en réquisitoire contre le Maroc d'un certain « ami le roi » et parle avec force le langage symbolique des images.

Heike Hurst: Pourquoi dédiez-vous *Mille mois* à votre père?

Faouzi Bensaïdi: Je lui dédie ce film pour plusieurs raisons: choisir ce métier au Maroc, ce n'est pas évident. Les familles en général sont opposées à ce que leurs enfants choisissent de faire du théâtre ou du cinéma; lui, c'était le contraire. Dès que j'ai exprimé l'envie de faire ce métier-là, il m'a acheté Shakespeare, des choses à lire. Il m'a toujours poussé à le faire, c'était très fort pour moi,

alors que mes amis vivaient plutôt le contraire. Leurs familles étaient contre. Donc, il est mort avant que je ne fasse mon premier court métrage. C'est resté pour moi comme une frustration qu'il ne soit pas là pour lui présenter le film. C'était un homme très intègre, très digne. Le personnage du grand-père est un peu inspiré de lui, sans que ce soit tout à fait lui. En écrivant ce personnage, j'ai beaucoup pensé à lui.

Heike Hurst: Pourquoi ce film se passe pendant le mois du ramadan?

Faouzi Bensaïdi: Je l'ai situé à ce moment parce que cela me permettait d'ouvrir de manière directe sur la faute, sur le péché, sur le sentiment de culpabilité qu'on pouvait avoir. Le fait de ne pas manger pendant le jour (et, si on mange, on « péchait flagrant »), ça me permettait cela. J'ai bien aussi le fait que la vie bascule, c'est-à-dire, les gens vivent plus la nuit que le jour. J'ai bien aussi le fait qu'il y a une nuit, la 27^e nuit, la nuit sacrée. Justement, le titre du film vient de là: il est dit que cette nuit, celui qui la jeûne, elle vaut comme s'il jeûnait pendant mille mois; pendant cette nuit, il est dit aussi que Satan est gardé dans une boule de feu et qu'il ne descend pas sur terre pour pousser les hommes à faire le mal.

Heike Hurst: Vous mettez en scène une sorte de blasphème organisé pendant « la nuit sacrée »?

Faouzi Bensaïdi: Ce n'est pas un blasphème, les hommes sont faibles, ils peuvent faire des erreurs, ils peuvent commettre le péché. J'ai bien l'idée que pendant la nuit sacrée, les hommes pêchent. J'aime bien la faiblesse de l'humain. J'aime bien la présence du sacré dans la vie des gens: les saints, c'est la croyance populaire, ce sont les rites païens qui se sont islamisés, qui ont perduré et ont pris des formes « légales ». Il y a cette manière de pratiquer des rites païens qui sont devenus des rites islamisés, ça a toujours été récupéré, les gens adaptent leurs croyances, leurs rites et leurs pratiques. Ce qui m'a toujours intéressé? Comment les gens construisent leur regard au monde à partir de tout ce qui les entoure.

Heike Hurst: Au début de votre film, il y a un long plan-séquence qui confronte l'individu et la foule, l'homme et le monde...

Faouzi Bensaïdi: Exactement, je pense que toute la nouvelle génération de créateurs et d'artistes est en train de réclamer « son individu » à l'intérieur de la collectivité, de la



tribu. J'ai ce sentiment, et je crois qu'il est partagé qu'on ne veut plus qu'on parle de nous comme d'une entité, comme un tout, comme le cinéma marocain, comme le cinéma maghrébin, comme les cinémas de sud, mais comme, des cinéastes qui portent un regard sur le monde. Et le film pose cela... Amina est dans un dilemme entre son envie, son individu, entre ce qu'elle est et ce que le village veut qu'elle soit. C'est le personnage qui prend tout sur lui, qui intériorise. Elle représente un peu le dilemme de tous les personnages.

Heike Hurst: La scène où elle est dépouillée, quasi crucifiée est insoutenable, très forte symboliquement...

Faouzi Bensaïdi: Elle vend cette alliance, pour avoir de l'argent, c'est un acte très fort. À la fois, c'est très ambigu, c'est aussi cet amour retenu vers l'ami de son mari. Elle est dans un sentiment de culpabilité très fort. Avoir pensé, avoir été tentée par l'amour pour cet homme, la pensée devient un péché! Quand les mendiants l'entourent pour qu'elle leur donne... pour moi, elle accède à un statut de sainte où elle donne cet argent-là, où elle souffre pour les autres. Elle donne d'elle-même. On peut imaginer l'importance de cet argent pour cette famille-là. Elle le distribue, elle donne...

Heike Hurst: Tout cela est d'une grande violence, ils la dépouillent!

Faouzi Bensaïdi: La réalité est très violente, les hommes sont capables de tout. Du pire aussi.

Mais c'est la survie aussi. Pour eux, c'est une survie: elle donne aussi, elle ne retient pas, dans la scène, elle donne cet argent, c'est vrai qu'eux, ils le reçoivent en l'arrachant.

C'est inattendu que cette femme donne cet argent de cette manière-là. Elle se laisse dépouiller. Et en se laissant dépouiller, elle pense inconsciemment qu'elle se fait pardonner, qu'elle se rachète.

Heike Hurst: C'est aussi un film drôle par moments, le petit garçon et son objet signifiant, la chaise... expliquez la scène terrible de la « punition »...

Faouzi Bensaïdi: Sincèrement, c'est inventé, mais comme toujours, il y a une base de vérité. Il m'est arrivé de récupérer la chaise de l'instituteur; il me l'avait confiée pendant quelques jours parce qu'il y avait eu un problème en classe. Mais ça s'arrêtait là. Ce n'est pas comme dans cette histoire où quelqu'un doit garder cette chaise. La scène de cette punition qu'il doit infliger aux autres, c'est une scène terrible pour lui, c'est une marque de confiance envers Mehdi, croyant que... n'empêche qu'il le met dans la situation du traître. Mehdi n'y peut rien, il essaie, il ne les frappe pas très fort. C'est donner le pouvoir à quelqu'un. Je crois que le film essaie de pointer des questions: qu'est-ce que c'est que d'éduquer quelqu'un, lui apprendre le religieux, le social, etc.

Heike Hurst: Dites cette drôle de poésie de l'instituteur pour conquérir sa belle...

Faouzi Bensaïdi: Parmi tes sœurs tu es comme la rose parmi le pissenlit. Tout simplement, il n'y a pas de méchants dans mon film, il n'y a pas de mauvais, je n'aime pas quand c'est tout noir ou tout blanc: ce n'est pas un mauvais instituteur, ce n'est pas un méchant, le caïd non plus. Ce sont des gens comme nous tous, avec du bien et du mal. Ils vivent avec ça. La fille qui disparaît? Il y a de la violence, il y a une ambiguïté sur sa mort. J'aime bien quand on peut faire plusieurs lectures. Quand le mec du taxi lui dit: si tu restes là, je ne vois rien, on va tomber dans le ravin, et que le taxi tombe, il y a une espèce de fatalité! J'avais envie de mettre le spectateur, je pense au spectateur marocain, bien sûr, face à ses convictions, face à sa manière de voir, qui est fataliste. Si cette histoire arrive, si ce taxi tombe dans le ravin, faut-il croire à la fatalité? Faut-il croire qu'elle a péché, elle aussi? La mère dit au petit garçon que si l'on mange pendant le ramadan, on est puni, et que si l'on ne prie pas, Dieu punit. Alors que le grand-père dit, le taxi est tombé dans un ravin et la fille est morte de cet accident. Le petit garçon en est là: tiraillé entre une pensée fataliste, mythologique du monde et une pensée rationaliste, logique, celle du grand-père.

Heike Hurst: La fin du film n'est pas du tout fataliste, ils s'en vont...

Faouzi Bensaïdi: Finalement, il y a toujours une issue de secours, la vie continue. On rit et on pleure dans le film. C'est comme moi, je suis capable de moments optimistes et de moments d'un pessimisme incompréhensible. **H. H.**

Vendredi 17 octobre

Ris-Orangis

Concert punk avec The Ex, I Love UFO et Les Clients Suivants. 19h30 au Plan, 1, rue Rory Gallagher. 7 et 11 euros.

Lyon 1^{er}

Exposition *Images sexistes: un matraquage quotidien pour l'imposition des genres* à la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc (jusqu'au 25 octobre). Inauguration de l'exposition et débat, à 21 heures au Café libertaire.

Ypres

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au Vort'n'Vis, Sint-Jacobstraat, 3.

Vannes

Les groupes libertaires de Vannes et Lorient (FA 56) organisent une conférence débat à 20h30 au Palais des Arts sur *l'engagement militant des femmes*.

Samedi 18 octobre

Laon

Concert de l'Attirail à la Maison des arts et loisirs, à 20h45. Paf: 11 euros. Organisé par le Loup noir.

Lille

Concert avec Urban Blight (solo punk action), au CCL, 4, rue de Colmar.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Paris ouvrier* avec Alain Rustenholz à 16 heures, 145, rue Amélot, suivi d'une promenade dans le 11^e.

Paris 20^e

Rencontre débat organisée par l'Interpro du 20^e autour du film de Ken Loach *The Navigators*, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, à partir de 16 heures.

Paris

Contre-rassemblement anti-cathos, pour le droit

des femmes à disposer de leur corps et contre l'hétéronormativité. Pour en savoir plus: 01 43 48 54 95.

Rouen

Journées des éditions Libertaires, avec J.-P. Tertrais, S. Weber, J.-P. Levaray. À la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire à partir de 14h30.

Dimanche 19 octobre

Dijon

Concert avec Kochisé, Skunk, Boom Boom Kid et Ataxia. À l'Espace Autogéré des Tanneries, Bd. de Chicago (21h00, 4 euros).

Paris 11^e

Débat public organisé par le Collectif anti-expulsions. Au CIGP, 21 ter, rue Voltaire, à 15 heures.

Marseille 8^e

Lire en fête. 10h30: présentation du livre sur Han Ryner; 17 heures: lecture par Claire Auzias de ses poèmes, au stand du Cira, parc Chanot, hall 7, entrée libre.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Classe fantôme* avec J.-P. Levaray à 16 heures, 145 rue Amélot

Du 23 au 25 octobre

Paris 20^e

Le Théâtre La Balancelle présente *Flora* de Yoland Simon, d'après la vie de Flora Tristan. À l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Vendredi 24 octobre

Lyon 1^{er}

Vidéo *Un an de lutte contre le publisexisme* à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (exposition visible durant les permanences de la librairie).

Dijon

Partage de savoirs: violence et masculinité: quelles constructions sociales? Quelles remises en cause? À l'espace autogéré des Tanneries, Bd. De Chicago à 20h30

Samedi 25 octobre

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Sylvain Boulouque auteur du livre *les Anarchistes français face aux guerres coloniales*, à 20h30 au 1 bis, rue Émilie.

Lyon 1^{er}

Débat *Des luttes antimondialisation au mouvement de grève du printemps 2003*, animé par des militants de l'UL FA, à 15 heures à la librairie la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Nancy

Le groupe Marée-noire tiendra une table de presse pour présenter le FSL et le SLA à partir de 15 heures, place Maginot.

Dimanche 26 octobre

Lille

Le GROUPE M'Étropole Lilloise de la FA reprend ses *anar 4 heures*: projection de 1984 et débat sur le totalitarisme. À 16 heures au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar.

Jedi 6 novembre

Nantes

Le CHT propose une projection du documentaire *Union maids* sur une lutte ouvrière menée par des femmes afro-américaines de Chicago durant la grande dépression, puis débat avec M. Debouzy, spécialiste du syndicalisme aux États-Unis. À 20h30, au Cinématographe (rue des Carmélites), 3 euros.

Radio libertaire

Lire en lutte

Mercredi 15 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Bukla White, du pénitencier à l'art d'être grand père.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 Le Syndicat de la magistrature, pour faire le point sur les délires très, trop nombreux de Sarkozy.

Jeudi 16 octobre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, campagne contre les jouets guerriers – les enfants contre la guerre.

Vendredi 17 octobre

Jazz en liberté: 22h30: Charles Gayle trio en public (1995), Pharoah Sanders Karma (1969), Abdelhai Bennani trio en public (1999), Assif Tsahar Open Systems (2001), Albert Ayler trio en public (1962), John Tchicai & the Archetypes (1994)

Samedi 18 octobre

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, le Mouvement social n° 203, « Droit et mouvement social aux États-Unis ». Dossier SNCF avec des syndicalistes de SUD Rail.

Lundi 20 octobre

Les Destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, Olivier Paquet, pour Structura Maxima (Roman fantastique).

Mercredi 22 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Mississippi Fred Mc Dowell, acoustique et électrique.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 « la littérature en prison, pourquoi faire? » Avec Carine Trevisan, maître de Conférence à l'université Paris VII – qui travaille dans la section des « étudiants empêchés » et qui va régulièrement à la prison de Fresnes.

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Suzy Rojzman du CNDF pour la campagne contre les violences faites aux femmes.

Jeudi 23 octobre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, Mouamitié. Invité: Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

89,4 MHz
en région parisienne

ENCORE BEAUCOUP de livres publiés, à consommer, à jeter, à oublier. Les marchands d'armes comme Matra-Lagardère, les vampires comme Hachette, se sont emparés de tout ce qui fait son, qui fait encre, qui fait image.

Où sont les espaces de liberté, de création authentiques, sans fil à la patte étatique (CNL) ou pression mercantile?

Des écritures torchées, des histoires sans estomac envahissent inexorablement les rentrées prétendues littéraires.

Des écritures de combat

À côté et contre cette lie de papier, se dressent des auteurs et des auteuses « livres au poing » qui proposent des réflexions frontales contre l'ordre marchand. Ils évoquent leur monde (qui est le notre), celui du travail, des angoisses, des petites lâchetés et des grands courages. Le stylo ou l'ordinateur ne sont plus considérés comme les « témoins de leur accomplissement ».

« Je reprendrais bien un peu de Nothomb ou de Houellebecq. L'ai-je bien digéré, avalé? » Pour chasser l'encre, il faut pouvoir en suer et peut-être même la faire couler en soi, imbibé jusqu'au sang.

L'écriture de combat s'adresse aux individus prêts à laisser tout aller pour prendre la plume, la colère et la révolte. Des tracés de rupture avec l'ordre, pour un peu plus de lumière, pour faire des brasières des lourdeurs de la pensée, ignorance infinie.

Voilà que nous vous proposons des auteurs qui savent découper le papier par la fraîcheur de leur ton. Loin des petits cercles sclérosés, des jeux à faire mousser l'ego dans de vieilles terrines, des angles de réflexion inédits, des témoignages, vont se succéder.

Au moment où tout n'est plus que « fête »: lire en fête, fête de la musique, Printemps des poètes, ne peut-on s'interroger sur la vanité de ce

cirque? Et mettre en parallèles la désaffection pour les arts dits difficiles: théâtre, poésie, musique classique, etc. Qui cherche-t-on à bernier? Notamment à travers cette télévision qui, conçue comme un outil éducatif, est devenue une télé poubelle que seul un programme en rupture empêcherait qu'on l'éteigne.

La culture s'écroule (le niveau moyen des français devient très moyen, *Télérama* août 2003), les intermittents du spectacle s'écroulent avec, sous les coups de l'État qui ne montre plus qu'à ses suze-rains un seul axe forgé d'argent et de poussière.

N'est-il pas temps de forcer la voix (comme les intermittents), d'écouter les auteurs « vraiment différents », d'aider les éditeurs dignes de ce nom, d'en finir avec cette vulgarité tirée à des milliers d'exemplaires?

C'est d'un ajout de sens, de déséquilibre de l'œil dont nous avons besoin, pour aller cueillir le non-dit, l'inexprimable. Puisqu'un livre se doit d'arriver au monde en voulant le changer, il faut qu'il épouse ou reflète le travers, l'angle différent afin de contribuer à la richesse du lecteur. Le monolithisme n'existe en aucune matière vivante, hormis la dictature (nature morte) et l'acte créatif se doit de témoigner de ses convulsions ou de les amplifier, si l'on veut se faire de l'individu une idée neuve et révolutionnaire.

Non, la culture ne doit pas être, non plus, une marchandise.

Nous nous battons pour un monde débarrassé du salariat, où chacun et chacune « pourra s'adonner à la poésie, à la musique ou à l'amour; se découvrir guérisseur, écrivain, ténor ou pâtissier. Tant de goûts révélés, d'aptitudes épanouies rendront la vie plus diverse et plus riche. »

la librairie l'Insoumise

groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Lire en fête, lire en lutte

Samedi 18 octobre

– 14 h 30, débat : un demi-siècle pour changer de civilisation, du développement à la décroissance, au-delà du capitalisme, avec Jean-Pierre Tertrais, auteur de *Pour comprendre la crise agricole* (aux Editions du Monde Libertaire) et de nombreux et passionnants articles dans le *Monde libertaire*.

– 17 heures, rencontre avec Suzanne Weber, à l'occasion de la parution de son livre *Avec le temps* (éditions Los Solidarios et prix Ni Dieu ni maître 2003) sur le thème de la vieillesse dans les sociétés occidentales et de quelques moyens de la réhabiliter. Dominique Lestrat, de Los Solidarios, sera également présent.

– 19 heures, pot pour la sortie de *Classe fantôme* (éditions Le Reflet), de Jean-Pierre Levaray (auteur de *Putain d'usine* et de *Après la catastrophe*)

librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, Rouen

Putain d'usine !

Samedi 18 octobre

Forum à la librairie du Monde libertaire autour du livre *Paris ouvrier* avec Alain Rustenholz à 16 heures, suivi d'une promenade dans le 11^e jusqu'à 18 heures.

Dimanche 19 octobre

À 14h30, présentation du FSL. À 16 heures, Jean-Pierre Levaray, sera notre invité pour son livre à paraître *Classe fantôme*. Projection de *Paroles de Bibs*, de Jocelyne Lemaire-Darnaud. Dès midi, stands militants, information permanente sur le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, buvette. Contes avec Catherine Bajot.

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, Paris 11^e,
M^o Oberkampf ou République



**« Lis des livres anarchistes et tu seras un homme »... Ou quand la emancipación n'avait qu'un seul sexe!
18 et 19 octobre, fête du livre à la librairie du Monde libertaire (Paris) et à l'Insoumise (Rouen).
Salon du livre anarchiste, 15 et 16 novembre à Saint-Ouen.**